



28 Mai 2020

Pandémie de coronavirus en Afrique : Vers plus de pauvreté, de crises et de conflits ?

*Henning Suhr, Benno Mùchler, Thomas Schiller, Florian Karner,
Mathias Kamp, Daniel El-Noshokaty, Veronika Ertl, Martina Kaiser*

Quelles seront les conséquences de la propagation du nouveau coronavirus sur le développement politique et socio-économique des États d'Afrique subsaharienne ? Quelle peut être l'action des responsables politiques allemands pour atténuer les effets négatifs sur les pays et accroître la résilience des États face aux futures pandémies ? Telles sont, entre autres, les questions abordées dans cette publication avec les analyses exclusives de nos représentants résidents de six pays africains.

Points clés :

- › Si les gouvernements des pays étudiés ne parviennent pas à maîtriser l'urgence, nous pourrions assister à des détournements des aides et des fonds, à une perte de crédibilité des gouvernements et à une montée en puissance de nouveaux acteurs tels que les autorités religieuses, les groupes de la diaspora et/ou d'entrepreneurs influents. Ces acteurs pourraient gagner en importance à l'avenir dans la coopération allemande et européenne pour le développement.
- › Compte tenu de la perte de confiance potentielle dans les gouvernements actuels dans les pays étudiés, il semble opportun que les acteurs de l'opposition interviennent dans la crise dans la mesure de leurs capacités et qu'ils se préparent à saisir les éventuelles chances qui découleraient de cette évolution des rapports de force. Par exemple, on ne peut pas exclure l'éventualité d'une formation d'un gouvernement par les partis d'opposition aux prochaines élections en Afrique du Sud en raison des pertes du parti au gouvernement. Les jeunes acteurs politiques des partis au pouvoir en particulier, mais aussi les autorités locales influentes, auxquelles on prête une volonté de changement, pourraient bénéficier de l'évolution des rapports de force. En République démocratique du Congo, un tel acteur serait par exemple Moïse Katumbi, l'ancien gouverneur de la région du Katanga.
- › La situation devrait être difficile pour les acteurs de la société civile et les représentants des médias, dont la marge de manœuvre, déjà limitée à de nombreux égards avant la pandémie, a encore été réduite par les acteurs au pouvoir par crainte d'interprétations concurrentes de la crise. Dans ce contexte, la situation est particulièrement inquiétante en Tanzanie, où le président Magufuli a, depuis son entrée en fonction en 2015, créé les conditions optimales pour empêcher toute critique publique de sa politique en imposant de plus en plus de restrictions aux médias et à la société civile.
- › La coopération allemande au développement devrait donc considérer la pandémie de la covid 19 comme une occasion d'examiner la coopération de l'Allemagne avec ses partenaires actuels et nouveaux en Afrique subsaharienne et d'étudier les éventuels besoins d'adaptation des stratégies et des instruments de la politique du gouvernement fédéral à l'égard de l'Afrique. La pandémie renforce la nécessité d'une coopération internationale et du multilatéralisme.

Sommaire

Pandémie de coronavirus en Afrique : Vers plus de pauvreté, de crises et de conflits ? 1

Préface.....	4
Évaluations de quelques pays africains	6
Afrique du Sud : une double crise.....	6
République démocratique du Congo : un pays d'importance systémique.....	9
Les répercussions de la covid 19 au Mali.....	12
Côte d'Ivoire : le calme avant la tempête ?	15
L'Ouganda en « guerre » contre le coronavirus – Les dommages collatéraux seront-ils le principal problème ?.....	19
Le président tanzanien exacerbe la pandémie de coronavirus dans un pays vulnérable.....	23
La pandémie de covid 19, catalyseur des défis actuels – Conclusion et perspectives	27

Mentions légales 40

Informations sur les auteurs	40
------------------------------------	----

Préface

Bien que l'on ne puisse pas encore prévoir dans quelle mesure l'Afrique subsaharienne sera touchée par le coronavirus SARS-CoV-2, il ne fait guère de doute qu'une propagation du virus risque de freiner considérablement le développement de la région si aucune mesure n'est prise pour enrayer la pandémie. On peut s'imaginer les conséquences d'un tel scénario : en plus de l'effondrement des systèmes sanitaires et de protection sociale, déjà mal en point, l'impact négatif sur les économies pourrait non seulement déclencher des troubles sociaux, mais aussi contribuer à l'aggravation des conflits existants et à l'émergence de nouveaux conflits dans la région.

La réalisation d'un tel scénario dépendra des mesures d'atténuation prises et des conséquences politiques et socio-économiques dans les circonstances actuelles dans chaque pays. C'est dans un tel contexte que s'inscrit la présente publication. Outre un tableau des évolutions actuelles, les présents textes se concentrent sur les répercussions à moyen et long terme. Les pays étudiés sont l'Afrique du Sud, la République démocratique du Congo, le Mali, la Côte d'Ivoire, l'Ouganda et la Tanzanie. Les représentants résidents de la fondation en poste dans ces pays ont partagé leurs analyses.

Alors que l'Afrique du Sud a été le premier pays d'Afrique subsaharienne à détecter officiellement le virus et, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le pays qui compte le plus grand nombre de cas de covid 19 dans cette région, Kinshasa, la capitale de la République démocratique du Congo avec une population de 12 millions d'habitants, se prépare à la pandémie de covid 19, dont l'ampleur pourrait être bien plus dramatique que la crise d'Ébola. L'évolution de la situation dans ces deux pays sera donc décisive pour les perspectives d'enrayement du virus dans la région. En revanche, le Mali est en situation de crise depuis de nombreuses années. Le niveau de sécurité introduit dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne à la suite de la pandémie de coronavirus existe depuis longtemps dans ce pays en raison des importants défis sur de nombreux fronts. En Côte d'Ivoire, pays partenaire des réformes dans le cadre de l'initiative du G20 Compact with Africa depuis 2017, le gouvernement a certes réagi rapidement, mais l'opinion publique se montre de moins en moins favorable à ces mesures, révélant une perte de confiance de la société dans les élites politiques du pays. En revanche, en Ouganda, des restrictions sévères ont été annoncées le 30 mars 2020 et mises en œuvre le soir même. Le pays n'a donc pas eu le temps de se préparer. Le gouvernement tanzanien a adopté une tout autre stratégie. Aucune mesure de confinement n'a été imposée et l'action des autorités a été hésitante, malgré la présence du virus bien avant l'introduction des premières mesures.

Bien que les réactions des gouvernements varient considérablement, avec des interventions très hétérogènes, il est possible d'identifier des tendances pour l'ensemble de la région, sur lesquelles se penche l'analyse à la fin de cette publication. Bien que les crises soient un « grand moment pour l'exécutif », si les gouvernements ne parviennent pas à maîtriser l'urgence, nous pourrions assister à des détournements des aides et des fonds, à une perte de crédibilité des gouvernements et à une montée en puissance de nouveaux acteurs. Cette publication porte donc également sur l'évolution du rôle des acteurs non étatiques, tels que les autorités religieuses, les groupes de la diaspora, les entrepreneurs influents, les médias et les organisations régionales africaines.

De plus, les différents événements ne peuvent pas être considérés séparément. La coopération allemande au développement devrait donc considérer la pandémie de covid 19 comme une chance d'examiner la coopération de l'Allemagne avec ses partenaires actuels et nouveaux en Afrique subsaharienne et d'étudier les éventuels besoins d'adaptation des stratégies et des instruments de la politique du gouvernement fédéral à l'égard de l'Afrique. Il est évident que la pandémie est, parmi les défis actuels, celui qui révèle le mieux la nécessité d'une coopération internationale et de formats multilatéraux et l'urgence de répondre à la question de savoir comment les stratégies de coopération internationale peuvent être améliorées à une époque où de nombreux pays et nations de premier plan se replient de plus en plus sur leurs intérêts nationaux.

Nous tenons à remercier Sabina Wölkner, du département Agenda 2030, ainsi que Stefanie Brinkel et Raphael Brüne, du département Afrique subsaharienne, pour leur soutien éditorial à cette publication. Nous tenons également à remercier tous les collègues qui ont participé à ce travail et sans la contribution desquels cette publication n'aurait pas été possible sous cette forme.

Nous vous souhaitons une lecture enrichissante !

Dr. Peter Fischer-Bollin
Responsable Analyse et conseil

Frank Priess
Responsable délégué
Coopération européenne et
internationale

Évaluations de quelques pays africains

Les défis posés par l'arrivée du coronavirus en Afrique subsaharienne concernent l'ensemble du continent. Parallèlement, les contextes régionaux et nationaux et les mesures prises par les gouvernements pour contrer la crise diffèrent. Dans la présente publication, les représentants résidents de la Konrad-Adenauer-Stiftung pour l'Afrique du Sud, la République démocratique du Congo, le Mali, la Côte d'Ivoire, l'Ouganda et la Tanzanie offrent un aperçu de la situation et partagent leurs analyses des principales évolutions dans leurs pays d'intervention.

Afrique du Sud : une double crise

Henning Suhr

Lorsqu'il s'est avéré que la propagation de la covid 19 allait entraîner une pandémie mondiale, le président Cyril Ramaphosa a réagi en imposant un confinement national extrêmement strict à un stade relativement précoce, soit dès le 26 mars 2020. La vie publique dans le pays a été arrêtée et seuls les services de base ont été maintenus. Dès le début, la police et l'armée ont été sollicitées pour appliquer le confinement et en surveiller le respect par les populations.

Populaire dans un premier temps, le confinement suscite de plus en plus l'incompréhension

Selon M. van der Heerven, professeur et expert en santé à l'université de Witwatersrand, on recense en Afrique du Sud 2.140 lits de soins intensifs dans les cliniques privées et 1.180 dans les hôpitaux publics. Face à une population d'environ 57 millions d'habitants, le système de santé atteint donc rapidement ses limites, même si l'Afrique du Sud dispose d'un avantage par rapport aux autres pays africains. Conscient de la faiblesse du système de santé, le gouvernement a non seulement agi rapidement en imposant un confinement, mais il a également mis en place un système de dépistage très efficace. La détermination du président Ramaphosa et de Zwele Mkhize, son ministre de la santé, a impressionné la plupart des Sud-Africains et a non seulement fait monter en flèche leur cote de popularité, mais a également assuré le consensus autour des mesures imposées, nécessaires pour en assurer l'efficacité. En comparaison avec les autres pays dans le monde entier, le nombre de personnes infectées a augmenté à un rythme inférieur à la moyenne. La politique d'information de M. Ramaphosa auprès des partis d'opposition, des syndicats, des églises et du secteur privé et sa capacité à les rallier à sa stratégie ont eu un impact positif.

Toutefois, contrairement aux riches pays industrialisés, l'Afrique du Sud ne peut pas se permettre un confinement pendant une longue période. Le taux de chômage officiel est de 29 % et plus de la moitié de la population vit dans la pauvreté, ou dans des conditions proches de la pauvreté, et n'a aucune épargne. De nombreuses entreprises n'ont pas la marge financière nécessaire pour continuer à payer leurs employés. Pour la plupart d'entre eux, le confinement signifie une perte de revenus qui peut les entraîner dans la précarité. La crise du coronavirus révèle ainsi le plus grand problème de l'Afrique du Sud : les inégalités économiques au sein de la société.

Alors que les personnes plus aisées peuvent s'adapter à la quarantaine, les groupes de population pauvres vivant dans des townships et autres zones densément peuplées sont perdants à double titre. Ils ne peuvent pas se permettre de ne pas travailler ni bénéficier d'une meilleure protection contre une éventuelle contamination parce que dans l'impossibilité de maintenir la distance nécessaire avec leurs voisins en raison de leurs conditions de logement.

Le succès du confinement dépend bien évidemment de la patience des habitants des quartiers pauvres. L'usage excessif de la force par la police et l'armée à plus d'une douzaine de reprises pour faire respecter les règles, avec la mort de certains habitants des townships au cours de ces opérations, montre à quel point la situation est critique. Alors que les images de violence commises par les forces de l'ordre ont réveillé les souvenirs de l'apartheid chez de nombreux Sud-Africains, le ministre de la Police s'est complu dans son rôle d'homme qui intervient de façon énergique pour imposer la loi. Actuellement, et sans en informer le Parlement dans un premier temps, 70 000 soldats supplémentaires ont été mobilisés et des réservistes sont en cours de recrutement. Reste à voir quelles seront les conséquences du renforcement (potentiel) de l'intervention des forces armées sur le territoire pour les missions actuelles en Afrique du Sud.

Bien que M. Ramaphosa ait initialement annoncé des mesures pour atténuer les effets de la crise, l'appareil administratif est lent à réagir. Les conséquences de plusieurs années de mauvaise gestion du gouvernement se font ressentir par la lenteur et l'inefficacité au niveau de la mise en œuvre des politiques. De plus, on observe également des actes de corruption. Les scandales autour de la distribution de colis alimentaires pour les personnes dans le besoin sont ici révélateurs. L'autorité compétente a facturé un montant beaucoup trop élevé par colis, ce qui laisse supposer que de l'argent des contribuables a été détourné. Dans d'autres cas, les colis alimentaires ont été vendus ou distribués uniquement à des sympathisants de l'ANC, le parti au pouvoir. M. Ramaphosa s'est montré lui-même indigné par les abus de ses amis du parti. Des initiatives de la société civile de distribution de nourriture aux personnes dans le besoin ont été partiellement interdites.

La sécurité alimentaire : une question de financement et non pas de production

En tant qu'exportateur net de denrées alimentaires, l'Afrique du Sud ne craint pas la pénurie alimentaire. Selon Wandile Sihlobo, économiste en chef de la chambre d'agriculture, la situation du secteur agricole est telle que la production de denrées alimentaires est suffisante même pendant le confinement. Cependant, selon M. Sihlobo, le problème est la diminution de la demande parmi de larges pans de la population entraînée par les pertes de revenus. L'augmentation de la pénurie alimentaire est donc le résultat de difficultés financières des ménages et non pas d'un problème de production dans l'agriculture et l'industrie alimentaire.¹ Une fois de plus, la crise du coronavirus révèle une inégalité existante, imputable à la fois aux structures héritées de l'époque de l'apartheid et aux échecs du gouvernement de l'ANC au cours des 25 dernières années. En 26 années d'exercice exclusif du pouvoir, l'ANC n'est pas parvenu à réduire cette inégalité. Des mesures telles que *le Black Economic Empowerment Programme* ont conduit à une plus grande inefficacité, mais pas à la réduction des inégalités. L'inefficacité, la mauvaise gestion et la corruption caractérisent non seulement l'administration publique, mais aussi les grandes entreprises aux mains de l'État. La construction de logements sociaux, le monopole d'État sur l'approvisionnement en eau et en électricité et le système éducatif sont déficitaires, ce qui explique l'impossibilité pour de nombreux Sud-Africains de gravir l'échelle sociale.

Pendant la longue période de confinement, la pression des populations défavorisées, de l'opposition et du secteur privé s'est accrue sur le gouvernement pour qu'il assouplisse les restrictions afin de permettre la relance de l'économie.² Les médecins ont également tiré la sonnette d'alarme et averti que la priorité accordée au traitement des personnes infectées par le coronavirus conduirait à négliger les mesures sanitaires préventives telles que la vaccination des jeunes enfants contre la rougeole, ce qui augmenterait également la mortalité.

Convergence de la crise du coronavirus et de la crise économique

Face aux interrogations sur l'éventualité que la rigueur des mesures soit plus nocive que bénéfique, le gouvernement a annoncé l'ouverture progressive du pays, à partir du mois de mai et échelonnée sur des semaines, voire des mois, ainsi qu'un nouvel ensemble de mesures visant à renforcer le secteur sanitaire, réduire la faim et les problèmes sociaux, soutenir les entreprises et les employés et permettre la levée progressive des restrictions. Équivalent à 25 milliards EUR, le programme d'aide historique correspond à environ dix pour cent du produit intérieur brut. Outre la restructuration du budget actuel et les réserves du fonds de pension et de l'assurance chômage, le gouvernement doit demander des prêts internationaux auprès de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international (FMI), de la banque BRICS et de la Banque africaine de développement (BAD). Aussi importante que soit l'aide aux personnes dans le besoin, la question se pose de savoir si ce programme n'est pas démesuré dans le contexte de l'Afrique du Sud. L'économie se trouvait déjà dans la récession avant la crise du coronavirus. L'État vit depuis des années au-dessus de ses moyens, avec notamment des subventions de plusieurs milliards de dollars accordées aux grandes entreprises publiques. La monnaie nationale, le rand sud-africain, se déprécie depuis des années et les salaires réels sont en baisse. En mars, Moody's a été la dernière grande agence de notation à dégrader fortement la note de crédit de l'Afrique du Sud, ce qui devrait grever le financement de la dette. Une récession à long terme pourrait menacer le pays si le gouvernement n'utilise pas la crise du coronavirus pour mettre en œuvre des réformes économiques audacieuses.³

Mesures de lutte contre le coronavirus minées par des déficits de développement

L'Afrique du Sud est un pays à deux visages. D'une part, elle possède une économie diversifiée et intégrée dans le commerce international. Des centres de recherche technologique y sont implantés et une grande partie de la population jouit d'un très bon niveau de vie. D'autre part, il existe la face pauvre du pays, qui présente les mêmes déficits de développement que les autres pays africains. Cela se manifeste non seulement par des inégalités économiques, mais aussi dans les domaines de l'éducation, des transports et de la santé. Étant donné que les mesures de protection telles que le confinement ne sont envisageables que pour une partie de la population, leurs conséquences à moyen terme sont donc discutables. La majorité des Sud-Africains n'ont pas les ressources financières pour surmonter le confinement, et ne peuvent pas se protéger efficacement contre la propagation du virus. Il est réaliste de continuer à craindre l'arrivée d'une vague d'infections. Dès que les townships, où la densité de population est élevée, seront gravement touchés, même les meilleures intentions et les meilleurs efforts du gouvernement resteront sans effet.

La coopération allemande au développement doit renforcer la démocratie en Afrique du Sud

La crise du coronavirus met l'Afrique du Sud face aux négligences et au déficit de réformes des gouvernements de l'ANC dans le secteur économique et dans la lutte contre la corruption depuis de nombreuses années. L'ANC reste l'acteur politique principal du pays. Cependant, à moyen ou long terme, l'augmentation de la pression sociale des suites du nouveau coronavirus et les ressources financières limitées du gouvernement vont entraîner une baisse de popularité du parti au pouvoir et donc la perte de sa majorité à l'Assemblée nationale. S'il devait ne manquer que quelques points de pourcentage à l'ANC pour obtenir la majorité, le parti tentera de former un gouvernement de coalition avec l'un des nombreux petits partis.

Dans ce cas de figure, aucun changement majeur ne se produira. Cependant, il est également possible qu'une coalition de partis d'opposition reprenne les rênes du gouvernement dans quatre ou neuf ans. Une coalition aussi inhabituelle est difficilement envisageable sans le parti libéral *Democratic Alliance (DA)* et les *Economic Freedom Fighters (EFF)* de la gauche radicale.

Ce dernier scénario n'est possible qu'avec la participation d'autres partis d'opposition constructifs du centre démocratique. Les résultats seront meilleurs que ceux du gouvernement actuel de l'ANC que si la rationalité économique prévaut au sein de cette coalition, ce qui implique de contenir l'EFF.

La coopération allemande au développement serait bien avisée de continuer à soutenir l'Afrique du Sud, en particulier dans son développement démocratique, conformément à la politique d'aide au développement des fondations politiques. Ce n'est pas un hasard si les six fondations politiques allemandes sont présentes en Afrique du Sud. En raison de la performance de son économie, l'Afrique du Sud présente un grand attrait pour la région. Les pays voisins, qui comptent au total près de 50 millions d'habitants, sont dépendants de l'économie sud-africaine. Des entreprises allemandes sont également implantées en Afrique du Sud. Si les perspectives commerciales sont actuellement mauvaises, l'Afrique du Sud continue de bénéficier d'un statut de plaque tournante pour le commerce avec l'Afrique et occupe ainsi une place importante dans les politiques de développement. En tant que pays du G20, l'Afrique du Sud peut également jouer un rôle de leadership important dans la région. Malgré diverses déconvenues, l'Allemagne devrait être un partenaire étroit en matière de politique de développement.

République démocratique du Congo : un pays d'importance systémique

Benno Müchler

Six fois et demie plus grande que l'Allemagne et avec neuf pays limitrophes en Afrique centrale, la République démocratique du Congo joue un rôle clé dans la stabilité de la région. En 2019, Félix Antoine Tshisekedi a succédé à l'ancien président Joseph Kabila et a introduit les premières réformes anticorruptions. Selon le degré de gravité, la crise de covid 19 pourrait compromettre les succès du développement et déstabiliser toute la région, comme ce fut le cas lors des deux guerres du Congo dans les années 1990.

Chiffres de la covid 19

Le 10 mars 2020, le ministre de la Santé a annoncé le premier cas de covid 19. Environ deux mois et demi plus tard, les chiffres sont officiellement passés à 2.297, dont 66 décès (taux de mortalité : 2,8 %).⁴ L'épicentre est la capitale Kinshasa, avec 12 millions d'habitants et 2.106 cas recensés. Six autres provinces du pays sont touchées. Cependant, en raison du manque de capacités de dépistage, on peut supposer que le nombre de cas non recensés est plus élevé. Selon le Premier ministre, le pays ne dispose actuellement que de 500 lits en soins intensifs.⁵

Mesures du gouvernement

Afin de lutter contre la pandémie, le président Tshisekedi a dans un premier temps suspendu les vols internationaux en provenance d'Europe et de Chine avant d'étendre cette mesure aux vols intérieurs afin de limiter la propagation dans le pays, à l'exception du commerce par voies aérienne et maritime. M. Tshisekedi a déclaré l'état d'urgence et a formé une équipe de crise autour de Jean-Jacques Muyembe, médecin devenu célèbre pour ses travaux dans la lutte contre Ebola. Les écoles, les universités, les restaurants et les discothèques ont été fermés et les services religieux et les obsèques ont été interdits.⁶ À Kinshasa, le nombre maximum de passagers autorisés dans les transports publics locaux a été réduit. À la mi-avril, le gouverneur a imposé un confinement de deux semaines à Gombe, le centre économique et gouvernemental de la capitale, qui a été particulièrement touché. Ces mesures ont été assouplies depuis de sorte que les habitants peuvent désormais quitter leur domicile et faire leurs courses. Depuis peu, le port du masque est obligatoire dans toute la ville de Kinshasa. Le non-respect de cette disposition est passible d'une amende de l'équivalent de 3 USD. Le revenu mensuel moyen en République démocratique du Congo est de 36 USD.

Amortissement des répercussions économiques de la crise

Une crise aurait de graves répercussions pour la République démocratique du Congo, l'un des pays les plus pauvres au monde. Il fait partie des 25 pays que le FMI a exemptés du remboursement de la dette à la mi-avril pour une période initiale de six mois afin de permettre une utilisation de ces fonds pour lutter contre la pandémie. De plus, le FMI a débloqué des fonds d'environ 360 millions USD pour le financement rapide des mesures d'aide. Le gouvernement congolais a établi un budget de crise pour une durée de 12 mois d'environ 135 millions USD.⁷ Cela correspond à environ 2,8 % du produit intérieur brut.

Conséquences pour la région

Malgré les mesures prises, le virus s'est propagé à d'autres quartiers de Kinshasa. Nombreux sont ceux à ne pas observer les consignes et les grands rassemblements continuent d'être organisés. La police n'a pas la capacité de faire respecter les dispositions. Dans ce contexte, il est possible que la pandémie de covid 19 entraîne des taux de mortalité élevés en République démocratique du Congo et l'accroissement de la pauvreté et de la faim. On observe déjà une hausse des prix des denrées alimentaires.⁸ Les cours mondiaux pour les principaux biens d'exportation que sont le cuivre et le cobalt, qui étaient déjà faibles avant la crise, ont encore chuté avec la pandémie de covid 19, malgré une reprise du cours du cuivre depuis avril. Le gouvernement congolais s'attend à une récession de 2,2 % cette année.⁹ La fermeture des frontières, par exemple entre le Rwanda et la République démocratique du Congo, a temporairement privé de nombreux petits commerçants de leurs moyens de subsistance.¹⁰ Les agriculteurs craignent la baisse de la demande pour leur récolte. La perspective de chaos dans cet État déjà fragile laisse planer la menace de déstabilisation dans toute la région de l'Afrique centrale. Plus de 70 groupes rebelles, qui financent leurs

activités en partie par l'exploitation minière illégale, sont présents dans le pays. Ils pourraient profiter de la situation pour renforcer leur pouvoir et prendre pour cible d'autres mines actuellement exploitées par des sociétés minières internationales.

Nouveaux acteurs des mutations

D'éventuels bouleversements politiques pourraient entraîner l'émergence de nouveaux acteurs, qui prendraient la place des dirigeants politiques actuels. Le président actuel, Félix Antoine Tshisekedi, n'est entré en fonction que récemment et, malgré son élection controversée, jouit de la confiance de la population. Par conséquent, il pourrait également se retrouver dans un nouveau gouvernement.

Peu avant la crise, dans un geste sans précédent, similaire aux actions du président angolais João Lourenço, il a commandé l'arrestation de plusieurs entrepreneurs et hauts fonctionnaires de haut rang, soupçonnés de corruption. Ces mesures, qui n'ont pas épargné son responsable du cabinet, lancent un signal politique face au sentiment d'impunité et ne doivent pas être sous-estimées.¹¹ Cependant, cette politique pourrait isoler politiquement les membres de longue date du régime de Kabila, y compris Joseph Kabila. En raison d'années de mauvaise gestion, ils sont considérés par une grande partie de la population comme les principaux responsables du mauvais état du pays, et ils peuvent également être tenus conjointement responsables de l'incapacité du président Tshisekedi de mettre en œuvre des réformes majeures. Malgré la perte de la présidence, la coalition du parti de Kabila détient le pouvoir dans les deux chambres du Parlement et dans presque la totalité des 26 gouvernements provinciaux.

Mais même dans l'alliance de Kabila et, en général, dans les grands partis, on trouve aujourd'hui de nombreux acteurs plus jeunes et modernes, qui n'ont guère exercé de responsabilité gouvernementale jusqu'à présent et dont il est permis de penser qu'ils sont animés par une véritable volonté de contribuer au développement du pays. D'autre part, de nouveaux acteurs politiques potentiels qui pourraient émerger des suites de l'évolution des rapports de force pourraient être Martin Fayulu, qui s'était lancé dans l'échiquier politique

comme outsider en 2018 avec son petit parti ECiDé, considéré comme libéral, et souvent désigné comme le véritable vainqueur de l'élection présidentielle, et l'ancien gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi, indépendant et très engagé.

Cette évolution pourrait également bénéficier à l'Église catholique et à l'association des Églises protestantes. C'est principalement grâce à elles que l'élection présidentielle, qui avait été reportée à plusieurs reprises, a finalement pu avoir lieu à la fin de 2018. Elles jouissent d'une grande autorité morale. Face à la proposition du président Tshisekedi d'administrer le fonds d'assistance sociale qu'il avait mis en place pour les membres les plus vulnérables de la société dans la crise actuelle, le refus consécutif des dirigeants de l'Église d'assumer cette fonction afin de se protéger en cas de détournement de fonds doit donc être considéré comme un grand échec.¹² La corruption reste l'un des principaux problèmes du pays. Parmi les acteurs crédibles figurent également Denis Mukwege, prix Nobel de la paix, qui a de bons contacts en Allemagne, le médecin Jean-Jacques Muyembe, qui dirige le personnel médical dans la crise de covid 19, et Dikembe Mutombo, ancien professionnel de basket congolais, qui est, entre autres, ambassadeur africain de la *National Basketball Association (NBA)* des États-Unis et dirige un hôpital à Kinshasa.

La Fédération des entreprises du Congo (FEC) a également un poids très important. Elle regroupe les dirigeants de nombreuses entreprises privées, dont la plupart ont été formés en Europe, en particulier en Belgique, où se trouve la plus grande diaspora congolaise. Désormais, grâce à des coopérations dans le domaine académique avec l'université de Würzburg et la *Frankfurt School of Finance*, il existe aussi un petit réseau de Congolais formés en Allemagne.

Champs d'intervention possibles de la coopération allemande au développement

Avant que ne se déclare la pandémie de covid 19, les prochaines négociations intergouvernementales avec la République démocratique du Congo étaient prévues pour juin 2020. Compte tenu de la crise, la coopération allemande au développement pourrait à l'avenir identifier deux domaines stratégiques et modifier ses priorités. Par exemple, après la crise, l'Allemagne pourrait construire des hôpitaux et des cliniques dans le cadre d'une approche suprarégionale en Afrique. Pour cela, la nouvelle stratégie du ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ) propose diverses approches.¹³ Par exemple, le concept « BMZ 2030 » prévoit des partenariats dits « globaux » et « nexus paix » pour les interventions dans les questions transfrontalières. Le BMZ pourrait exploiter les effets de synergie qui découlent du développement des systèmes de santé dans les différents pays et souligner sa position d'acteur de la santé mondiale. Le ministre, M. Müller, a déjà proposé de développer l'OMS pour en faire un centre mondial de lutte contre les pandémies.¹⁴

L'éducation représente un deuxième domaine stratégique. Pour le président Tshisekedi, ce sujet est d'importance primordiale. Cependant, après la crise, il ne disposera pas des ressources financières nécessaires pour mettre en œuvre les réformes importantes qu'il a lancées, comme la gratuité de l'enseignement primaire. L'Allemagne peut intervenir ici et soutenir le président. La reconstruction des universités du pays, en mauvais état, est une mesure qui a été mise en place par l'agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ) dans d'autres pays africains. Cela pourrait offrir des perspectives pour l'importante population jeune et augmenter considérablement la visibilité de l'Allemagne en tant que partenaire de la République démocratique du Congo.

Les répercussions de la covid 19 au Mali

Thomas Schiller

La pandémie de coronavirus au Mali : situation actuelle

Le coronavirus a atteint la région du Sahel, y compris le Mali au début du mois de mars 2020. Selon le ministère de la Santé, le nombre de cas confirmés par des tests au Mali à la fin du mois de mai (au 25 mai) s'élevait à 1.059. Parmi eux figurent certains membres de la Mission de formation de l'Union européenne (EUTM) et de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies (MINUSMA). Le pays déplore 67 victimes de la covid 19 et 604 personnes sont considérées comme guéries. On suppose qu'il existe un nombre élevé de cas non détectés de personnes infectées, notamment en raison des très faibles capacités de dépistage au Mali.¹⁵

Jusque maintenant, le gouvernement malien a réagi à l'apparition du virus avec un certain nombre de mesures. Les réunions de plus de 50 personnes, les séminaires ou les conférences ont été interdits. Des mesures radicales ont été mises en place pour assurer le

respect des règles d'hygiène (éviter les contacts physiques, se laver les mains, etc.), et ce presque partout, par exemple à l'entrée des banques, des magasins ou des restaurants. Le port du masque est récemment devenu obligatoire dans les lieux publics. De plus, des centres médicaux ont été aménagés à Bamako pour isoler les cas positifs. Jusqu'à récemment, l'entrée sur le territoire du Mali n'était possible que sous réserve de mise en quarantaine. Cependant, tous les vols ou presque tous les vols commerciaux à destination et en provenance de Bamako ont été suspendus, à l'exception des forces aériennes de certains fournisseurs de troupes EUTM et MINSUMA, parmi lesquelles les forces armées fédérales allemandes, qui continuent de desservir Bamako régulièrement.

Contrairement à de nombreux autres pays, le Mali n'a jamais imposé la fermeture des magasins, marchés ou restaurants. Les mosquées n'ont pas été fermées non plus ; les rassemblements religieux sont toujours autorisés. Il en va autrement au Niger, où la prière collective dans les mosquées a été interdite et où de nombreuses manifestations, y compris violentes, ont eu lieu contre cette interdiction. La limitation des mesures par le gouvernement du Mali a jusqu'à présent permis d'éviter des troubles majeurs, comme ce fut le cas au Niger.

Les émeutes massives de ces derniers jours à Kayes ne peuvent pas être attribuées aux mesures de lutte contre le coronavirus, mais s'inscrivent dans le contexte de la vague de protestations déclenchée par le meurtre d'un jeune par un policier. Le gouvernement malien est clairement conscient du fait qu'un confinement total ne serait ni applicable ni praticable, car une grande majorité de la population dépend du travail quotidien pour sa survie. Le 19 avril, le président Keita a déclaré en marge de son vote aux élections générales qu'il était impossible de « confiner » les Maliens chez eux, car cela les condamnerait à mourir de faim.

Les chefs religieux du pays n'ont pas tous réagi de la même façon à l'apparition du virus : alors que l'Église catholique n'a pas célébré de messe dans ses églises depuis fin mars, les mosquées restent ouvertes pendant le mois du ramadan. Mamadou Dicko, influent imam, a signalé que l'État a la responsabilité de décider de la fermeture ou non des lieux de culte. Jusqu'à présent, aucune orientation n'a été donnée, ce qui représente pour de nombreux observateurs un signe de la faiblesse de l'État vis-à-vis des représentants influents de la communauté islamique. Des troubles se sont également produits récemment dans plusieurs villes du pays : des protestations ont eu lieu contre les résultats des élections législatives, principalement parmi les jeunes, mais aussi contre le couvre-feu nocturne. Celui-ci a été levé le 9 mai. Cependant, la responsabilité de ces protestations n'a été revendiquée par aucune figure ou organisation politique nationale.

Les organisations internationales au Mali ont considérablement réduit leurs activités. De nombreux employés de la MINUSMA à Bamako sont passés au télétravail à domicile, et des mesures visant à minimiser les contacts ont également été prises dans les camps du nord du Mali. L'EUTM a suspendu ses activités de formation avec les forces armées maliennes et la mission civile de l'UE EUCAP a même rappelé presque l'ensemble de son personnel de Bamako à la fin du mois de mars. Les organisations de coopération au développement sont également très limitées dans leurs activités ; de nombreux membres du personnel international ont quitté le pays.

Répercussions à court terme

La situation au Mali et dans la région du Sahel était globalement critique avant même l'apparition de la pandémie de coronavirus. La sécurité dans l'ensemble de la région s'est

considérablement détériorée au cours des dernières années. Des institutions internationales, telles que le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM), ont déjà signalé la possibilité d'une aggravation de la situation alimentaire à la fin de 2019. Les déficits au niveau des infrastructures – non seulement du système de santé – étaient et restent un problème central pour tous les pays de la région.

Selon de nombreux observateurs, la pandémie mondiale de coronavirus aura un impact considérable à court terme sur l'évolution de la région du Sahel et donc du Mali. Ainsi, la mise en œuvre de mesures pour lutter contre la menace d'une crise alimentaire s'avère difficile. Cela peut non seulement avoir des conséquences à court terme sur l'aide humanitaire, mais aussi mettre en péril la durabilité de nombreux projets en cours depuis un certain temps. Il convient toutefois de souligner ici qu'avant même l'apparition de la pandémie de coronavirus, l'instabilité de la situation en matière de sécurité rendait beaucoup plus difficiles, voire impossibles, de nombreux projets de développement et l'aide humanitaire dans de nombreuses régions du pays.

Cependant, les effets des mesures de lutte contre le coronavirus affectent désormais également les processus internes et la capacité d'action des organisations internationales. À court terme, les efforts de stabilisation en matière de sécurité se heurtent également à des difficultés.

Par exemple, la relève du contingent de la Bundeswehr dans le cadre de la MINUSMA est rendue plus difficile par les dispositions actuelles relatives à la quarantaine. Les soldats allemands doivent observer des périodes de quarantaines avant et après leur entrée sur le territoire ; il en va de même pour les soldats français de l'opération de lutte antiterroriste Barkhane.

La population malienne, frappée par la crise, a jusqu'à présent réagi relativement calmement à la pandémie de coronavirus. Même les deux tours des élections législatives au Mali, le 29 mars et le 19 avril 2020, ont été organisés malgré la crise sanitaire et sans incidents majeurs.

On ne peut pas encore prévoir quelles seront pour le Mali les conséquences politiques et économiques à moyen et long terme de la pandémie et de l'effondrement de l'économie mondiale. Cependant, on peut supposer que l'absence de perspectives, par ailleurs

alarmante, pour la grande majorité de la population sera encore aggravée si le Mali devait lui aussi subir le choc d'une crise économique mondiale, par exemple par une limitation de la coopération au développement à la suite des réductions des dépenses des pays donateurs au cours des prochaines années.

Conséquences à long terme

Les répercussions directes de la crise du coronavirus sur l'engagement international et allemand à long terme au Mali et dans la région du Sahel devraient être limitées. En raison de la situation dramatique au Sahel avant même l'arrivée de la crise, la région était une priorité de l'engagement international, mais aussi allemand, en matière de politique sécurité et de développement. Dans un contexte de triple crise dans les domaines de la sécurité, de la nutrition et de la création de perspectives pour la population jeune, les efforts de stabilisation dans la région continuent de représenter un énorme défi, indépendamment du coronavirus. Sans une intervention efficace et optimale de l'État – des soins de santé de base

par l'État n'étant ici qu'un volet de cette intervention – il ne sera pas possible de faire face à ces trois défis (situation sécuritaire instable, crise alimentaire et manque de perspectives économiques). La priorité accordée actuellement dans le monde entier à l'enrayement de la pandémie de coronavirus ne doit pas faire oublier que les États du Sahel sont confrontés à ces défis fondamentaux. C'est pourquoi la communauté internationale devrait continuer à se concentrer sur le renforcement des États fragiles comme condition de base au développement stable au Sahel.

Côte d'Ivoire : le calme avant la tempête ?

Florian Karner

Situation actuelle

La situation actuelle en Côte d'Ivoire est relativement claire et calme. Le premier résultat positif au test de la covid 19 a été annoncé le 11 mars 2020, et les institutions publiques telles que les écoles et les universités ainsi que les restaurants et les bars ont été fermés dès le 16 mars. Les églises et mosquées ont également dû fermer leurs portes aux fidèles. Dans un discours télévisé le 23 mars, le président Ouattara a déclaré, sur un ton calme, mais ferme, l'urgence nationale, y compris un couvre-feu nocturne, et a explicitement exigé de la population de s'astreindre au respect des règles d'hygiène et de distanciation sociale. L'état d'urgence a été déclaré dans un premier temps jusqu'au 15 mai. Le couvre-feu de nuit et la fermeture des institutions publiques et privées ont été levés à l'intérieur du pays dans un autre discours du président le 7 mai, ce qui s'applique maintenant à la région du grand Abidjan. Les frontières nationales sont également fermées depuis le 23 mars et le resteront dans un premier temps jusqu'à la fin du mois de mai.

Le gouvernement ivoirien réserve les vols spéciaux aux besoins humanitaires, et de nombreux citoyens étrangers vivant dans le pays ont déjà quitté le territoire pour des raisons de prudence médicale ou par crainte d'éventuels troubles sociaux. Parallèlement, les activités publiques ont été réduites au minimum : les marchés sont ouverts, tout comme les supermarchés et les centres commerciaux, mais pour une durée plus courte et avec port du masque obligatoire ; les habitants peuvent quitter leur domicile pendant la journée sans problème. Depuis le début du mois de mai, Abidjan semble être de nouveau beaucoup plus animée, avec le retour des embouteillages, et après des semaines de restrictions, une certaine lassitude se fait ressentir par rapport aux mesures de restriction liées au coronavirus. Cette tendance est renforcée par l'assouplissement des restrictions dans les pays voisins tels que le Ghana et le Burkina Faso.

Gestion du virus

En Côte d'Ivoire, 2.376 personnes ont été testées positives, 1.219 sont guéries et 30 sont décédées des suites de la covid 19.¹⁶ Jusqu'à présent, seules 18 des 33 provinces recensent des cas.

Grâce à l'interdiction de quitter la région du grand Abidjan, le gouvernement est jusqu'à présent parvenu à limiter la propagation du virus à Abidjan. Le reste du pays est isolé du centre économique. Les personnes testées appartiennent généralement aux classes moyennes sensibilisées. Le nombre de tests effectués s'élève à 23.444.¹⁷

Le gouvernement a recours à de vastes campagnes de sensibilisation au moyen d'affiches, à la télévision et à la radio, sur les réseaux sociaux et par SMS. Le port du masque de protection se généralise progressivement. Un confinement ou des mesures de distanciation sociale comme dans divers pays européens seraient pratiquement impossibles. Un grand nombre d'habitants sont en permanence à l'extérieur, non seulement pour travailler ou manger, mais aussi pour dormir.

Le système de santé ivoirien, comme la plupart des autres systèmes africains, ne serait pas en mesure de faire face à un afflux de personnes nécessitant des soins intensifs. Selon les données de l'OMS, le pays dispose actuellement de 80 lits de soins intensifs, dont 20 équipés de ventilateurs. Le gouvernement prévoit de développer ces capacités, particulièrement à Abidjan. Cependant, le système de santé ne pourra pas être modernisé à court terme correctement. Pour cette seule raison, le principe d'aplatissement de la courbe n'a guère de sens dans le contexte local. Que la courbe de la pandémie soit linéaire ou exponentielle, les capacités du système de santé seraient très vite insuffisantes pour traiter les patients de façon adéquate.

Grand moment pour l'exécutif

En Côte d'Ivoire, la pandémie de covid 19 est également un grand moment pour l'exécutif, dont la modalité d'action est l'ordonnance (ou décret présidentiel). Le gouvernement a réagi rapidement et de manière globale aux premiers cas, tout en sachant que la seule solution possible était une voie médiane en matière de restrictions. D'une part, un confinement complet serait impossible à faire respecter et, d'autre part, entraînerait des troubles considérables au sein de la population. Le gouvernement bénéficie de l'expérience acquise lors de l'enrayement du virus Ébola dans les années 2014-2016. Pour réussir à mettre en place toute une série de mesures, le gouvernement a également été en mesure de rallier à sa politique d'autres acteurs tels que des représentants religieux, ainsi que de nombreux entrepreneurs.

Le Parlement, qui reprend normalement ses activités le 1er avril de chaque année après une période de vacances entre janvier et mars, est toujours en vacances pour cause de pandémie, et ce sans qu'aucune date n'ait été fixée pour le début de la session 2020. Une disposition temporaire prévoit que 40 parlementaires – répartis selon le rapport de majorité – assurent le fonctionnement d'urgence de l'organe législatif. Ces mesures touchent fortement les parlementaires, qui ne bénéficient pas d'un statut solide dans ce pays. Les parlementaires ne disposent généralement pas d'assistants scientifiques, comme c'est l'usage en Europe, et souvent le personnel volontaire doit faire face à un manque d'équipement technique. Les réunions virtuelles ne sont ici pas une évidence.

Cette situation est particulièrement délicate à l'approche des élections et ne concerne pas seulement le Parlement. Les acteurs de la société civile sont également très limités dans leurs activités. Les « *digital natives* » existent, mais sont rares. Les équipements et les connexions rapides à Internet sont insuffisants, tout comme les compétences en informatique. La réalité du télétravail dans les quartiers densément peuplés d'Abidjan est toute autre que dans la plupart des villes européennes et n'est pas une situation souhaitable pour de nombreux travailleurs.

Le calendrier des élections présidentielles n'a pour l'instant pas été modifié. Les délais et les échéances, en particulier pour la mise à jour de la liste électorale, qui doit être achevée trois mois avant les élections, ont été adaptés pour permettre la tenue des élections le 31 octobre

2020. Il ne fallait de toute façon pas s'attendre à de grands bouleversements. Jusqu'à présent, le gouvernement n'a aucun intérêt à reporter les élections. À peine six mois avant la date des élections, toute modification du calendrier donnerait à l'opposition et à une partie de la société civile l'occasion de l'accuser d'incompétence organisationnelle. D'autre part, le gouvernement table sur une victoire au premier tour. La probabilité d'une telle issue est plutôt élevée, car l'opposition a du mal à se rassembler et à s'imposer, surtout dans la situation actuelle.

De nombreuses interrogations

De nombreuses questions restent ouvertes. Trop peu de données ont été recueillies sur la façon dont le virus réagira aux conditions démographiques et climatiques locales. Les trois quarts de la population de Côte d'Ivoire ont moins de 35 ans. Il est donc permis de soulever l'hypothèse que la covid 19 est asymptomatique ou n'entraîne que des symptômes légers dans la majorité de cette population jeune, et que le nombre global de cas graves ou de décès sera donc beaucoup plus faible.

Le faible nombre de tests laisse penser que le nombre de cas positifs non recensés dans la population est élevé. Les personnes qui consultent à cause de symptômes tels qu'une légère fièvre ou des signes de rhume sont généralement traitées avec des remèdes classiques utilisés contre la grippe dans des circonstances normales. Même dans la situation actuelle, tous les patients symptomatiques ne sont pas testés, bien au contraire, et ce malgré la promesse du président d'un dépistage gratuit. Ce réflexe n'est pas seulement dû aux capacités de test limitées. Dans l'esprit de nombreux Ivoiriens, la covid 19 n'est qu'une maladie tropicale parmi tant d'autres, telles que les maladies diarrhéiques, la fièvre tropicale ou le paludisme encore omniprésent, dont meurent encore chaque année des milliers d'Ivoiriens, surtout des enfants. La Côte d'Ivoire est l'un des six pays africains qui, pris ensemble, représentent la moitié des cas de paludisme dans le monde. À première vue, la covid 19 ne semble pas du tout être un problème prioritaire, car le virus rencontre ici un environnement bien moins stérile et organisé qu'en Europe.

Au contraire, la priorité accordée par les institutions étatiques au contrôle de la covid 19 pourrait les amener à négliger la lutte contre d'autres maladies tout aussi dangereuses et omniprésentes comme le paludisme. On est presque tenté d'affirmer que le paludisme ne serait plus qu'un phénomène médical marginal si les acteurs politiques adoptaient une approche aussi stricte qu'avec la covid 19.

Perte de confiance dans les responsables politiques

Les avertissements lancés par le gouvernement auprès de la population ivoirienne sur les dangers de la covid 19 ne semblent pas être efficaces. Malgré de vastes mesures de sensibilisation, nombreux doutent non seulement de l'existence de la maladie dans le pays, mais aussi et surtout de la nécessité des mesures de restriction imposées par le gouvernement.

« Nous n'avons vu ni une personne malade, ni une personne guérie, nous ne croyons pas en cette maladie », entend-on souvent de la part de la frange de la population la plus modeste, surtout en dehors d'Abidjan. Même l'annonce très remarquée de Hamed Bakayoko, ministre de la Défense qui jouit d'une grande popularité, et de Patrick Achi, secrétaire général du président, de leur résultat positif au test et leur appel à la population à respecter les mesures d'hygiène préventives n'ont servi à rien. La crise est également très révélatrice de la perte de confiance de la population en la classe politique.

La production locale de masques soulève des soupçons de traitement préférentiel et nombreux sont ceux à douter que l'aide internationale bénéficie réellement aux couches de la population et aux institutions dans le besoin. La rupture du dialogue entre les responsables politiques et une partie importante de la société a été récemment démontrée par la tentative de destruction d'un centre d'essai par des résidents locaux.

Répercussions socio-économiques

Les répercussions économiques de la crise du coronavirus sont certaines, même s'il est encore trop tôt pour dresser un bilan substantiel. Selon Amadou Gon Coulibaly, Premier ministre de Côte d'Ivoire, la croissance du PIB devrait diminuer d'au moins de moitié pour atteindre 3,6 %, voire dans le pire des scénarios 0,8 %, en fonction de la durée de la crise. Le gouvernement tente de réagir à cette situation par tout un ensemble de mesures. Dans le cadre du Plan de Soutien Économique, Social et Humanitaire (PSESH), il convient de mentionner tout particulièrement les reports d'impôts pour les entreprises, les fonds de soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux grandes entreprises, le secteur informel très développé et un fonds d'aide aux couches particulièrement vulnérables de la population. Le secteur du cacao, d'une importance économique centrale, bénéficiera d'un soutien sous la forme de subventions à l'exportation et la transformation locale sera encouragée. L'influente association professionnelle de l'industrie et des services qualifie les propositions du gouvernement de partiellement inefficaces et compliquées dans leur mise en œuvre. Les critères d'éligibilité restent en partie flous pour les personnes concernées.

La sortie de crise pour la majorité de la population employée de manière informelle pourrait être déterminante pour la stabilité du pays. L'isolement du pays par rapport au reste du monde et la séparation de fait d'Abidjan du reste du pays ont entraîné des hausses de prix, par exemple pour la viande et les légumes. Les travailleurs journaliers ne sont plus en mesure de gagner leur revenu journalier minimum. Des plafonds de prix ont été introduits pour divers produits du quotidien. Le port d'Abidjan, qui dans l'ensemble fonctionne parfaitement, représente une lueur d'espoir pour le maintien de l'économie. Jusqu'à présent, les restrictions n'ont affecté que l'approvisionnement en divers matériaux de construction, en particulier le clinker, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur l'industrie de la construction dans un avenir proche.

Implications pour la collaboration allemande au développement

Depuis 2017, la Côte d'Ivoire est un des six partenaires officiels de l'Allemagne en matière de réforme. Toutefois, les volets énergies renouvelables et efficacité énergétique sont actuellement susceptibles de devenir moins prioritaires pour la Côte d'Ivoire. Un élargissement des priorités serait donc souhaitable pour la coopération et pourrait couvrir la sécurité, l'emploi et la démographie. En effet, la fixation de priorités dans le cadre d'un partenariat pour les réformes offre la possibilité d'agir avec le partenaire à un autre niveau de coopération stratégique.

La Côte d'Ivoire a demandé à l'Allemagne de contribuer à la gestion de la crise dans le pays. Une demande de 15,5 millions EUR a été déposée très rapidement, une situation que d'autres partenaires de la coopération internationale ont certainement connue. Une réponse positive de l'Allemagne permettrait probablement d'étendre et de consolider davantage la coopération entre les deux pays, qui s'est renforcée ces dernières années. En même temps, l'accent mis sur le soutien unique aux mécanismes et institutions multilatéraux par la coopération allemande au développement ne serait pas suffisant, car les pays bénéficiaires pourraient avoir du mal à voir quand et comment ils peuvent en

bénéficier directement. Il ne sera donc guère possible de se passer totalement de l'aide bilatérale.

Un soutien général (supplémentaire) au budget ne devrait en aucun cas être apporté, même pas par l'intermédiaire de la Banque africaine de développement, dont l'Allemagne, en tant que troisième membre non régional, détient 4,1 % du capital. Certains entrepreneurs ivoiriens le déconseillent aussi fortement, arguant que seule une petite partie de cet argent sera affectée judicieusement. Une alternative pourrait, d'après eux, se traduire par une aide matérielle concrète et directe.

L'engagement de l'Allemagne dans la crise de la covid 19 devrait également se poursuivre dans le cadre de l'UE afin non seulement d'accroître l'impact de la coopération européenne au développement, mais aussi d'améliorer son image à l'étranger et de se distinguer globalement des autres pays donateurs. Bien que la Côte d'Ivoire ne soit pas encore un pays prioritaire pour l'engagement de la Chine, les acteurs chinois implantés dans le pays soutiennent en permanence la version chinoise de l'apparition de l'épidémie et de la lutte contre le virus, que ce soit dans la presse ivoirienne dépendante économiquement ou par des contributions financières et matérielles aux institutions ivoiriennes. Le 30 avril, une équipe d'experts médicaux chinois a été accueillie à l'aéroport d'Abidjan, avec un grand retentissement dans les médias, sachant qu'ils avaient été invités par leur partenaire ivoirien.

L'Ouganda en « guerre » contre le coronavirus – Les dommages collatéraux seront-ils le principal problème ?

Mathias Kamp

L'Ouganda dispose d'une grande expérience de la lutte contre les maladies infectieuses. Le système de santé ougandais est tout sauf bien équipé (les conditions dans les hôpitaux et les postes de santé sont souvent alarmantes), toutefois, en particulier dans la lutte contre Ebola, le pays a pu gagner la confiance de la communauté internationale en maîtrisant rapidement et efficacement la propagation à diverses occasions, la dernière fois au cours de l'été 2019. À cela s'ajoutent des expériences similaires dans le traitement des épidémies du virus Marburg et de la fièvre de Crimée-Congo, la lutte fructueuse contre la fièvre jaune et la rougeole, et enfin la réputation de l'Ouganda en tant que pays modèle dans la lutte contre le sida.

Il n'est donc guère surprenant que l'Ouganda ait adopté une approche audacieuse dans sa réaction précoce à la pandémie de covid 19 et ait réussi à maintenir l'augmentation du nombre de cas à un niveau relativement faible.

Une réaction précoce à la pandémie

Avant même le premier cas confirmé d'infection, le gouvernement ougandais a imposé des mesures strictes, notamment la fermeture de toutes les écoles, l'interdiction des rassemblements publics et la mise en quarantaine obligatoire des personnes entrant sur le territoire ainsi que la suspension des vols en provenance de pays où le taux d'infection est élevé. À la suite d'un nouveau durcissement des mesures, une interdiction générale d'entrée

a été imposée et l'utilisation non seulement des transports publics, mais aussi des voitures

particulières a été interdite. La vie publique du pays s'en est trouvée pratiquement paralysée.

Les réactions aux mesures strictes ont été et restent mitigées. D'une part, les nouvelles et les images provenant d'autres parties du monde ont également suscité une grande inquiétude et une grande peur en Ouganda. En conséquence, la majorité des Ougandais se sont montrés favorables à cette approche. Surtout, la ministre ougandaise de la Santé, elle-même médecin de formation, s'est distinguée grâce à son approche professionnelle et méthodique de la crise, même si le président Museveni a rapidement fait de cette question une « affaire personnelle ». Depuis plusieurs semaines, le président s'adresse régulièrement à la population dans des discours télévisés, le plus souvent en soirée, expliquant les mesures et rappelant les règles de conduite. Dans l'ensemble, ces restrictions sont plutôt bien acceptées. Mais en même temps, les effets directs et indirects de ce confinement suscitent de grandes inquiétudes.

Des mesures radicales menacent les moyens de subsistance économiques

En Ouganda, comme dans l'ensemble du continent africain, la question se pose de savoir si, compte tenu des circonstances locales, l'adoption de mesures de lutte contre le coronavirus telles que celles appliquées dans les pays industrialisés occidentaux est réalisable et judicieuse. D'une part, les avertissements sont clairs : compte tenu de l'insuffisance des soins de santé, une propagation non contrôlée du virus en Afrique pourrait entraîner des centaines de milliers, voire des millions de décès. D'autre part, les règles de distanciation sociale, les interdictions de travail et les mesures d'hygiène strictes ne sont guère appliquées, par exemple dans les bidonvilles densément peuplés où sévit la pauvreté. Il ne faut également pas oublier que dans le contexte actuel de pauvreté et d'instabilité, même les mesures strictes auront des conséquences négatives très importantes, menaçant non seulement les moyens de subsistance économiques, mais aussi des vies humaines.

Dans la capitale Kampala en particulier les défis économiques immédiats sont énormes. De nombreuses personnes ont perdu leur emploi ou ne perçoivent plus leur salaire. Le secteur informel représente une grande partie de l'économie. Pour de nombreux Ougandais, cela signifie une lutte quotidienne pour la survie. La plupart des habitants n'ont ni économies, ni sécurité sociale. Parallèlement à la perte de revenus, les prix des denrées alimentaires augmentent en raison de la crise. Concrètement, cela signifie que beaucoup d'entre eux ne pourront plus « joindre les deux bouts » après quelques jours seulement et souffriront de la faim. À cela s'ajoute la mesure, plutôt radicale, d'interdire l'utilisation des transports non seulement publics, mais aussi privés.

Cette restriction du transport de passagers pose d'autres problèmes, car en cas d'urgence médicale, consulter à l'hôpital le plus proche devient souvent un problème majeur. Le gouvernement répond à ce problème en donnant aux autorités locales la possibilité d'accorder rapidement des dérogations spéciales dans de telles situations d'urgence. Cependant, ces autorités semblent surchargées de travail, en plus de la corruption et de l'inefficacité habituelles. Dans les médias (et réseaux sociaux), il est de plus en plus souvent question de décès évitables, par exemple en raison de complications à la naissance causées par un manque de soins médicaux.¹⁸

Une aide d'urgence pour les plus pauvres, mais pas de plan directeur pour l'économie

Si les conséquences directes des restrictions se font donc déjà sentir, elles laissent craindre que les conséquences à long terme soient encore plus dévastatrices. Pays en voie de

développement relativement pauvre, l'Ouganda n'a guère la capacité d'absorber les chocs économiques causés par la crise du coronavirus. L'arrêt de l'économie nationale va encore aggraver cette situation, avec comme conséquences l'augmentation du chômage, de la pauvreté et de la famine.

Parallèlement à l'introduction de ces mesures radicales, le gouvernement ougandais a également promis de mettre en œuvre des programmes d'aide de l'État pour les couches les plus pauvres de la population. Une grande campagne a notamment été lancée pour fournir les denrées alimentaires les plus essentielles, dont 1,5 million de personnes devraient bénéficier rien qu'à Kampala. Cependant, cette aide ne semble pas être distribuée partout, une situation dont se plaignent de plus en plus d'Ougandais vulnérables.¹⁹ De plus, à peine le programme a-t-il été lancé que le premier grand scandale de corruption a éclaté. Quatre hauts fonctionnaires du bureau du Premier ministre ont été arrêtés pour fraude. Ils sont accusés d'avoir détourné l'argent des contribuables pour acheter de la nourriture à des prix excessifs.²⁰

En principe, les efforts du gouvernement ont été accueillis positivement, mais les experts déplorent l'absence d'une stratégie claire pour faire face aux défis économiques et rien dans les milieux gouvernementaux ne permet pour l'instant de présager une évolution de la situation. Il serait urgent d'alléger la charge des ménages et des entreprises, par exemple par des exonérations fiscales ou des aides financières d'urgence. Les mesures générales de confinement rendent de nombreuses activités économiques pratiquement impossibles, notamment la production à petite échelle et la commercialisation des produits agricoles. Dans de nombreux cas, des mesures plus ciblées permettraient de surmonter les obstacles. Il est clair que presque tous les secteurs de l'économie souffrent gravement de la crise et peuvent s'attendre à des problèmes majeurs à long terme. Cela s'explique non seulement par les mesures de confinement, mais aussi et surtout par des facteurs externes tels que l'effondrement de la demande dans le secteur du tourisme, qui est très important pour l'Ouganda, et l'arrêt presque total des échanges avec la Chine.²¹

Répercussions politiques de la crise

Les observateurs craignent que les conséquences économiques ne s'accompagnent également de troubles politiques et d'un potentiel de conflit accru. En Ouganda, aucune manifestation majeure n'a encore eu lieu et, à l'heure actuelle, la crise semble renforcer l'adhésion à la stratégie de l'État et du gouvernement. Dans l'ensemble, il s'avère que la crise entraîne un déplacement des rapports de force en faveur du gouvernement, ce qui ne représente pas une bonne nouvelle pour la démocratie. La tendance autoritaire du pouvoir exécutif, perceptible de toute façon depuis longtemps, s'intensifie dans le cadre de la lutte contre le coronavirus. Le président Museveni a déclaré la « guerre » au virus et, en tant que vétéran guérillero et stratège militaire, semble être dans son élément. À la manière d'un général, il commande ses troupes gouvernementales, parfois face aux caméras dans ses longs discours du soir.

Les voix critiques ont du mal à se faire entendre, l'opposition est largement condamnée à la passivité et les médias semblent relégués à un rôle de diffuseurs de la communication gouvernementale. En même temps, le Parlement est de plus en plus écarté de l'échiquier politique. La décision des parlementaires de puiser généreusement dans les recettes fiscales afin de contribuer à la lutte contre le virus est perçue par la population comme une tentative d'instrumentaliser la crise à des fins d'enrichissement personnel. Cela ébranle encore plus la confiance dans le pouvoir législatif, déjà très faible. On peut également se demander

comment la crise affectera les élections nationales prévues pour le début de 2021. Il est dès maintenant très probable que le calendrier initial des campagnes électorales ne puisse plus être respecté.²²

Tensions dans la région

La crise met les relations au sein de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) à rude épreuve. Une approche régionale de gestion de la crise est à peine perceptible. Si l'Ouganda a réussi à limiter le nombre d'infections, les pays voisins, le Kenya et la Tanzanie, doivent faire face à une propagation beaucoup plus rapide. En Ouganda, la frustration vis-à-vis des pays voisins s'accroît, car les derniers cas d'infection étaient presque sans exception des camionneurs du Kenya et de Tanzanie. La décision de l'Ouganda de rapatrier dans leur pays d'origine les citoyens tanzaniens et kényans testés positifs, contrairement aux recommandations de l'OMS, a provoqué de nouvelles tensions avec ces pays. La crise menace de compromettre la libre circulation des marchandises au sein de la Communauté de l'Afrique de l'Est et pourrait sérieusement retarder le processus d'intégration.

Le rôle des acteurs non-étatiques

Pendant ce temps, les acteurs non étatiques en Ouganda sont soit occupés à gérer leurs propres affaires et luttent contre les effets de la crise, soit suivent la ligne fixée par le gouvernement. Les Églises et les entreprises contribuent aux programmes d'aide du gouvernement par des dons. Les aides privées sont officiellement interdites. Le président Museveni a annoncé à la télévision que la distribution privée d'aide entraîne la formation de rassemblements, ce qui favorise la propagation du virus.

Quiconque offre une telle aide est passible de poursuites pour « tentative de meurtre », un avertissement probablement adressé principalement aux responsables de l'opposition qui avaient annoncé leurs propres mesures. De nombreuses institutions caritatives et organisations non gouvernementales interrompent leurs programmes réguliers en raison de la pandémie de coronavirus et tentent d'atténuer les pires effets sur la population. Ils craignent néanmoins pour leur propre survie. Le financement futur de leurs programmes semble largement compromis en raison de la crise mondiale et, dans certains cas, les paiements des bailleurs de fonds et des organisations donatrices ont déjà été suspendus.

Défis pour la collaboration au développement

La pandémie de coronavirus pose également des défis à la coopération allemande et européenne au développement. On peut supposer que la dépendance à l'égard de l'aide au développement augmentera au cours de la crise. Cela tient aux coûts énormes nécessaires pour relever les défis du système de santé et de l'assistance à la population dans le besoin, mais aussi au recul accusé par le processus de développement économique et de réduction de la pauvreté entraîné par la crise et les mesures prises pour la combattre. Il est important ici de conserver une approche globale. Bien entendu, la crise nécessite une aide urgente, par exemple la subvention de 30 millions EUR que l'UE accorde déjà au budget ougandais. Et bien que l'Allemagne ne soit pas principalement active dans le secteur de la santé, elle est également impliquée dans la promotion de la santé et de l'aide sociale par le biais de diverses organisations d'aide telles que la *Malteser International* et la *Welthungerhilfe*. Cependant, à long terme, les programmes prioritaires actuels, par exemple en matière de développement rural, d'adaptation au changement climatique et de promotion de la démocratie et de l'État de droit ne doivent pas être mis de côté par un déploiement d'énergie inconsidéré motivé par la crise du coronavirus. Là où les aides sont intensifiées, la gestion des fonds par le gouvernement ougandais doit également faire l'objet d'un examen

particulièrement critique. En effet, les cas de mauvaise gestion et de corruption ont été trop nombreux dans le passé. Il s'agit donc également d'exiger plus de transparence et des normes démocratiques et de mener un dialogue critique sur les priorités du budget de l'État ougandais.

Le président tanzanien exacerbe la pandémie de coronavirus dans un pays vulnérable

Daniel El-Noshokaty

Mesures du gouvernement contre le coronavirus

Le premier cas d'infection au coronavirus en Tanzanie n'a été officiellement confirmé que le 16 mars 2020. Le même jour, le Premier ministre du pays a déclaré que tous les établissements d'enseignement seraient fermés pendant un mois avec effet immédiat. Cependant, le 22 mars, le président Magufuli a annoncé que tous les lieux de culte du pays resteraient ouverts en affirmant que le virus était « le diable » et qu'il pouvait être « guéri par la puissance de Dieu ». ²³ Le 30 mars, le ministre de la Santé a dû annoncer le premier décès dû des suites de la covid 19. La fermeture des établissements d'enseignement a été prolongée indéfiniment le 11 avril. Le trafic aérien international à destination et en provenance de la Tanzanie, à l'exception des avions-cargos, est également suspendu pour une durée indéterminée depuis le 11 avril. Le 16 avril, le président Magufuli a fait une nouvelle annonce et a appelé tous les Tanzaniens à prier pendant trois jours pour vaincre le virus. Des restrictions supplémentaires n'ont été imposées que le 22 avril et uniquement pour la métropole de Dar es-Salaam. Les restaurants et les bars ont été fermés et l'obligation de porter un masque a été introduite. Les marchés, les magasins et surtout les églises et les mosquées restent ouverts sous la pression du président. Il a exclu un nouveau durcissement des mesures, en argumentant que la concentration à Dar es-Salaam de 80 % des revenus de l'État écarte la possibilité d'un confinement. ²⁴ Il a invité la population à continuer à travailler et à prier. Même les chiffres officiels des nouvelles contaminations continuent d'augmenter. Le 10 mai, 509 personnes ont été testées positives et 21 sont décédées. Depuis lors, le gouvernement n'a pas publié de nouveaux chiffres.

Toutefois, étant donné que seul le gouvernement est autorisé à effectuer des tests et à en publier les résultats, l'exactitude des chiffres officiels laisse planer des doutes importants, tant dans le pays qu'à l'OMS. ²⁵ Ces doutes sont renforcés par le fait qu'au 7 mai, selon les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies, seuls 652 tests ont été effectués. ²⁶

Les répercussions de la pandémie sur la population

Plus de 80 % de la population tanzanienne travaille dans le secteur informel. Ces travailleurs n'ont ni assurance maladie, ni assurance chômage et leur accès au système de santé est limité aux quelques hôpitaux et centres de soin publics abordables pour leur budget. De nombreuses personnes ne signalent pas aux autorités publiques avoir contracté la covid 19 de peur d'être placées dans un centre de quarantaine du gouvernement. Beaucoup craignent également la stigmatisation. Même les personnes qui paient régulièrement des

impôts ne peuvent pas compter sur le système de sécurité sociale, presque absent. Le système de santé est dans un état déplorable et pratiquement inexistant, surtout dans les zones rurales.

Selon l'OMS, la Tanzanie dispose de moins d'un lit d'hôpital pour 1.000 habitants.²⁷ Selon la Banque mondiale, les dépenses par habitant pour le système de santé en Tanzanie ne seront que de 33,92 USD en 2017. Dans le pays voisin, le Kenya, ces dépenses par habitant s'élevaient à 76,61 USD et en Allemagne à 5.033,45 USD pour la même année.²⁸ La Tanzanie n'est donc pas préparée à une pandémie et le système de santé n'est pas en mesure de soigner des centaines, voire des milliers de malades.

De nombreuses personnes en Tanzanie le savent et ne font pas confiance aux chiffres officiels, et ne croient pas que la prière suffise à la guérison. Le manque d'informations fiables entraîne l'apparition de théories du complot et de méthodes de guérison bizarres, notamment sur les réseaux sociaux. Une grande partie de la population urbaine vit dans des espaces si confinés qu'un isolement efficace n'est pas possible. En outre, une grande partie des plus de 55 millions d'habitants sont pauvres, vivent littéralement au jour le jour et sont donc dépendants de leur salaire journalier. La Tanzanie est en 159^e place du classement de *l'Indice de développement humain* des Nations Unies, qui comprend 189 pays.²⁹ Cela signifie que près de 13 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté. En particulier dans les grandes villes, de nombreuses personnes doivent générer des revenus au quotidien pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Un confinement plus strict ne ferait donc qu'accroître ces difficultés et, en même temps, entraînerait des goulets d'étranglement dans l'approvisionnement en denrées alimentaires. En raison de la faiblesse des infrastructures, de la logistique et des capacités de stockage quasi inexistantes dans le pays, les centres urbains sont approvisionnés en produits provenant de leurs environs. Cependant, si les commerçants n'étaient plus autorisés à se rendre sur les marchés, cela entraînerait des problèmes considérables en matière d'approvisionnement en denrées alimentaires. Un confinement total amènerait donc de nombreuses personnes, motivées par la nécessité, à descendre dans la rue et à se retourner contre le gouvernement. C'est peut-être précisément la raison pour laquelle le président appelle à la prière au lieu d'annoncer de véritables restrictions. Des troubles auraient un impact négatif sur la stabilité du pays, qui ne s'est pas fondamentalement améliorée depuis l'apparition de la pandémie en Tanzanie, car, depuis le début de son mandat, le président autocratique au pouvoir s'emploie à limiter le débat et écraser les critiques.

Les répercussions économiques et financières

Les répercussions attendues sur le développement économique et les capacités financières du pays sont graves. La Tanzanie dépend des revenus du tourisme, qui en 2019 assuraient environ 20 % du budget national. Ces revenus devraient faire défaut pendant presque toute l'année 2020. Non seulement l'État ne disposera pas de ces recettes, mais de nombreux employés sont déjà directement touchés par les licenciements. Il en va de même pour l'exportation de produits agricoles. Par exemple, la culture des fleurs pour le marché européen est un secteur économique important dans le nord-est du pays. Ce secteur est actuellement totalement paralysé. Il en va de même pour les quelques autres produits agricoles que la Tanzanie exporte presque exclusivement à l'état brut.

Le pays subit directement la baisse de la demande de ces produits sur les marchés d'exportation et ne peut y réagir avec souplesse, car il n'y a ni industrie de transformation ni autres débouchés, et la consommation locale ne permet pas de compenser ce déficit.

De plus, ces dernières années, le président Magufuli a financé sa politique d'« industrialisation » par de nouvelles dettes, de sorte que l'impact financier de la pandémie entraînera une augmentation de la dette, déjà élevée.

À l'heure actuelle, la dette représente déjà 40 % du budget national annuel, lequel est légèrement inférieur à 15 milliards EUR. La Tanzanie verse déjà 280 millions EUR par mois pour le remboursement de sa dette.³⁰ Ce fardeau sera encore aggravé par la baisse de revenus, raison pour laquelle le président a déjà demandé à la Banque mondiale d'effacer une partie de la dette de son pays.³¹ Toutefois, en cas d'aggravation extrême de la crise, de pénurie alimentaire et de conséquences économiques et financières sévères de la pandémie, il pourrait être victime de son propre système et se voir sacrifié à l'autopréservation du plus long parti au pouvoir en Afrique. Cependant, aucun signe ne laisse présager une telle évolution.

Neutralisation des autres acteurs

Les autres acteurs n'avaient guère voix au chapitre en Tanzanie, même avant la crise du coronavirus. La politique répressive du président envers tous les opposants au cours des quatre dernières années a été telle qu'on peut s'attendre à ce que les critiques de ses actions par l'opposition soient muselées, les médias contrôlés ou même de la population soient limitées. L'espace public est contrôlé et de plus en plus limité. Seules les différentes associations du secteur privé ont rédigé un document commun dans lequel elles ont suggéré la mise en place d'un programme économique spécial par le gouvernement et l'introduction d'allègements fiscaux pour les secteurs particulièrement touchés et d'incitations aux investissements. Toutefois, on ne s'attend pas à ce que le gouvernement en tienne compte. Dans le cadre des négociations budgétaires en cours au Parlement, celui-ci a présenté un projet de budget qui ne tient aucunement compte de l'évolution des circonstances, mais qui se base sur un scénario d'augmentation des recettes fiscales et d'expansion du secteur du tourisme, ainsi que sur une augmentation des revenus des exportations. Il est donc probable que le gouvernement continue de minimiser l'impact de la pandémie du coronavirus et fasse passer son projet de budget par le Parlement, où il bénéficie d'une majorité.

On peut déplorer le rôle des représentants des communautés religieuses. Au lieu de fermer les églises et les mosquées ou de limiter le nombre de croyants dans les services, ils se sont laissés accaparer par le président. Toutes les grandes communautés religieuses de Tanzanie répondent à l'appel du président et continuent à organiser des services. Même les acteurs des réseaux sociaux, au comportement rationnel, sont à peine entendus pour l'instant, car ils sont soumis aux lois extrêmement restrictives du pays en matière de médias et leur contenu n'a aucune chance contre les théories du complot qui circulent partout.

Implication pour la collaboration allemande au développement

Les répercussions de la pandémie de coronavirus affectent la coopération allemande au développement en Tanzanie. Presque tous les projets ont été suspendus. Il serait donc opportun de procéder en ce moment même à une évaluation critique des programmes et mesures mis en œuvre jusqu'à présent. La coopération allemande au développement est active dans le secteur de la santé en Tanzanie depuis des décennies, mais les programmes n'ont pas pour but le développement de soins primaires à l'échelle nationale et à l'épreuve des crises. Toutefois, la pandémie révèle clairement les faiblesses flagrantes du système de santé tanzanien et offre donc une chance d'une réorientation dans ce domaine. Dans le même temps, l'intensification de la concurrence avec la Chine pour l'Afrique dans la coopération au développement se reflète également en Tanzanie. Alors que la République populaire a fait don de vêtements de protection, de masques et d'autres équipements médicaux à la Tanzanie et d'autres pays d'Afrique avec un grand écho médiatique, les contributions de l'Allemagne et de l'Union européenne ne sont pas encore visibles. Dans le

même temps, le gouvernement tanzanien continue de cacher l'ampleur de la pandémie en la décrivant comme un phénomène à court terme.

Les déclarations du Président renforcent cette impression. Par exemple, Magufuli a proclamé que le virus pouvait être enrayé par la prière, la puissance de Dieu ou l'inhalation de vapeur chaude.³² Dans ce contexte, la question se pose de savoir si une coopération au développement efficace peut avoir lieu dans ces conditions. Les conséquences économiques attendues de la pandémie pour la coopération allemande au développement offrent précisément la possibilité de conclure de nouveaux partenariats et programmes avec des acteurs fiables du secteur privé. Des acteurs du secteur privé et de la société civile à même de mettre en œuvre les programmes correspondants sont également présents en Tanzanie et pourraient réduire la dépendance de la coopération au développement à l'égard.

La pandémie de covid 19, catalyseur des défis actuels – Conclusion et perspectives

Veronika Ertl et Martina Kaiser

Au-delà de la santé – Conséquences politiques, économiques et sociales de la covid 19

Les présentes études de cas (République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Mali, Afrique du Sud, Tanzanie et Ouganda) représentent un spectre hétérogène de conditions et de réponses politiques et socio-économiques à la pandémie de coronavirus en Afrique subsaharienne. Les répercussions potentielles sur la stabilité politique et le développement économique et social varient certes d'un pays à l'autre. Cependant, des tendances communes sont également reconnaissables.

Des infrastructures sanitaires déficientes rendent difficile la lutte contre la pandémie

Tout d'abord, il convient de noter que les infrastructures sanitaires des pays analysés sont déficientes, voire inexistantes sur le territoire. Même sans urgence sanitaire comme l'actuelle pandémie de covid 19, les systèmes de santé sont surchargés et ne peuvent guère fournir de soins primaires à la population en général. On dénote un manque d'hôpitaux, de personnel médical, de capacités de laboratoire et de recherche, mais aussi de matériel rudimentaire comme les précautions d'hygiène et les vêtements de protection. La République démocratique du Congo, par exemple, avec ses quelque 80 millions d'habitants, ne dispose que de 500 lits de soins intensifs, tandis que la Côte d'Ivoire n'a que 80 lits de soins intensifs pour environ 26 millions d'habitants. De plus, les capacités de dépistage très limitées dans tous les pays étudiés constituent un défi majeur pour recenser le nombre réel de personnes infectées. En comparaison, l'Afrique du Sud semble toujours être le pays le mieux équipé à cet égard. Cela n'est pas surprenant, étant donné que l'Afrique du Sud est la deuxième économie du continent. En tant qu'économie émergente, elle bénéficie naturellement de meilleures conditions pour lutter contre une pandémie qu'un État fragile comme le Mali. Cependant, malgré cet avantage, même un pays comme l'Afrique du Sud atteint ses limites pour contenir la pandémie. En particulier dans les régions rurales qui disposent de mauvaises infrastructures, la covid 19 ne peut souvent pas être identifiée comme telle. Des rapports signalent une poursuite de la propagation du virus en Tanzanie, y compris des enterrements collectifs nocturnes de personnes dont la cause du décès est inconnue ou n'a pas été divulguée. En raison de l'augmentation du nombre d'infections, il existe également le risque que les ressources financières et humaines disponibles pour le traitement de maladies plus courantes, telles que la malaria en Afrique occidentale, soient encore plus limitées à l'avenir. Des goulets d'étranglement sont également à craindre pour les mesures de santé préventives telles que les vaccinations, dont la nécessité est urgente, par exemple en République démocratique du Congo en raison d'une épidémie de rougeole qui a éclaté l'an dernier. Dans le pire des cas, la conséquence serait une propagation croissante d'autres maladies infectieuses, dont le traitement solliciterait encore plus les systèmes de soins, déjà mal en point.

L'absence de protection sociale aggrave la situation des plus pauvres

L'impact social de la pandémie de covid 19 dans les différents pays dépendra principalement de la capacité des systèmes de sécurité sociale à amortir les répercussions sur les habitants des mesures d'enrayement prises par les gouvernements. Dans tous les pays analysés, les mécanismes formels de protection contre la pauvreté et le chômage sont soit inexistants, soit limités.

En revanche, les structures familiales offrent un filet de sécurité, bien que dans la situation de crise actuelle, celui-ci puisse lui aussi atteindre ses limites encore plus rapidement si tous les membres de la famille sont affectés. Cette situation est aggravée par l'effondrement des envois de fonds de l'étranger, dont le besoin est urgent, car les pays industrialisés, qui accueillent une grande partie de la diaspora, sont également touchés par une croissance économique négative et le chômage, car ils sont les épicentres de la pandémie. Selon les estimations de la Banque mondiale, la crise devrait entraîner cette année une baisse importante des envois de fonds vers l'Afrique subsaharienne d'environ 23 %. Cela risque de mettre en danger les moyens de subsistance de nombreuses familles.³³

Dans les pays étudiés, même avant l'apparition de la pandémie de covid 19, la plupart des personnes vivaient déjà dans des conditions précaires, travaillaient dans le secteur informel ou comptaient sur leur revenu quotidien pour nourrir leur famille.³⁴ La situation actuelle contribue à une nouvelle détérioration des conditions de vie des franges les plus pauvres de la population. Ceci représente un problème énorme, surtout dans des pays comme la Tanzanie et la République démocratique du Congo, qui font partie des pays les moins avancés (PMA) et où près de 50 % de la population, voire plus, vivent dans une pauvreté extrême.³⁵

En l'absence de système de sécurité sociale, même les programmes d'aide actuellement mis en place par certains États sont insuffisants pour amortir cette aggravation. En outre, leur mise en œuvre par les institutions de l'État, comme on peut l'observer notamment en Ouganda et en Afrique du Sud, est souvent marquée par la corruption et l'inefficacité. En outre, les inégalités sociales existantes pourraient s'aggraver, comme en Afrique du Sud, où les couches les plus pauvres de la population peuvent être considérées comme « doublement perdantes ». Elles sont à la fois les plus touchées par les conséquences négatives des mesures de confinement et celles qui bénéficient le moins de leurs effets de protection. Étant donné que très peu de personnes disposent de réserves financières, elles et leurs familles se retrouvent rapidement en difficulté financière. Dans ce contexte, les mesures de confinement sévères, comme en Afrique du Sud ou en Ouganda, ne sont pas une solution à long terme, et dans de nombreux autres États africains, comme la Côte d'Ivoire et le Mali, elles ne sont tout simplement pas praticables.

Une double crise : après la pandémie, la famine

En raison des graves répercussions de la pandémie sur les conditions sociales et de l'augmentation du chômage et de la baisse du pouvoir d'achat qui en résultent, ainsi que des pénuries d'approvisionnement locales et internationales, on peut prévoir une aggravation de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté existantes. Les fermetures de frontières et l'interruption des chaînes d'approvisionnement internationales représentent un risque pour les importateurs – à savoir, dans les pays étudiés, tous sauf l'Afrique du Sud et la Côte d'Ivoire³⁶ – notamment pour ce qui est des denrées alimentaires. Au sein des pays, cela touche particulièrement la population urbaine, car elle ne peut pas subvenir à ses besoins par une agriculture de subsistance et la nourriture disponible devient nettement plus chère,

notamment en République démocratique du Congo. Les hausses de prix constituent également un risque pour l'approvisionnement alimentaire de la population pauvre de Côte d'Ivoire, un exportateur net de denrées alimentaires. Les pays d'Afrique de l'Est, tels que l'Ouganda et la Tanzanie, dont l'approvisionnement alimentaire est menacé par une invasion massive de criquets depuis des mois, ont été particulièrement touchés par la crise. Dans ce contexte, le directeur exécutif du PAM, David Beasley, a mis en garde contre une famine d'« ampleur biblique ».³⁷ La capacité limitée des organisations internationales à agir rend désormais plus difficile la maîtrise de la crise alimentaire dans la région du Sahel, qui était déjà aggravée par une situation sécuritaire instable avant la pandémie de coronavirus, entre autres parce que les personnels étrangers ont en partie quitté la région par mesure de précaution.

La détresse sociale associée à l'insécurité alimentaire ainsi que la frustration causée par les mesures d'enrayement de la pandémie des gouvernements et l'inadéquation des programmes d'aide sont donc susceptibles d'alimenter les troubles sociaux dans certains pays.

Des temps difficiles pour les économies africaines

Des difficultés économiques se profilent également à l'horizon pour ces pays. La pandémie de covid 19 frappe de plein fouet les économies africaines, qui sont en grande partie basées sur les matières premières, les exportations agricoles et le tourisme : les restrictions aux voyages dans le monde entier entraînent l'effondrement de l'industrie du tourisme et la perte de nombreux emplois dans ce secteur. La Tanzanie et l'Ouganda, fortement dépendantes du tourisme, sont particulièrement touchés. La récession économique mondiale entraîne également la contraction des débouchés et la chute des prix du marché mondial des biens d'exportation qui sont d'une importance capitale pour les pays riches en ressources, comme le cobalt, une matière première essentielle pour l'économie de la République démocratique du Congo. Pour des pays tels que l'Angola, le Cameroun et le Nigeria, l'effondrement des marchés d'exportation du pétrole brut représente un grave défi économique.

La très forte chute de la demande de produits agricoles, comme les fleurs du Kenya et de Tanzanie, et de cacao des principaux producteurs mondiaux que sont la Côte d'Ivoire et le Ghana, exerce également une pression sur les économies des pays concernés. En raison du manque de diversification économique et de base industrielle dans de nombreux pays africains, un tel effondrement dans des secteurs économiques clés ne peut pas être compensé autrement.

Le commerce régional sur le continent africain est également entravé par la fermeture des frontières et le renforcement des contrôles à l'entrée sur le territoire. Cela représente un défi existentiel pour les entreprises, les employés et les agriculteurs. C'est pourquoi certains États, comme la République démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire et l'Afrique du Sud, ont mis en place des fonds de soutien et envisagent des mesures d'allègement fiscal. Toutefois, à moyen terme, cette situation entraînera un effondrement massif de la croissance économique dans les pays étudiés. Par exemple, le gouvernement congolais s'attend à ce que la croissance économique diminue cette année de 2,2 %. Dans son dernier rapport, la Banque mondiale prévoit une croissance négative de -2,1 % à -5,1 % pour 2020.³⁸ Cette situation est particulièrement dramatique dans le contexte d'une augmentation continue de la croissance démographique en Afrique subsaharienne, une tendance qui exige des taux de croissance économique élevés pour satisfaire aux besoins de la population. Parallèlement,

les besoins financiers pour amortir les conséquences économiques et sanitaires de la pandémie augmentent. Étant donné que la plupart des pays étudiés ne peuvent pas affronter seuls les conséquences de la crise en raison de leur faiblesse économique initiale, leur endettement devrait augmenter, ainsi que leur dépendance vis-à-vis de l'aide internationale. En conséquence, des acteurs extérieurs, financièrement puissants, tels que la Chine, pourraient profiter de la situation pour étendre leur sphère d'influence sur le continent africain. Les acteurs chinois approchent déjà les États africains de manière proactive, que ce soit par des dons de vêtements de protection avec un grand écho médiatique ou par un travail d'interprétation de la crise, où Pékin jouerait le rôle de « sauveur », tout en empêchant systématiquement un examen critique de sa propre gestion de la pandémie.

Grand moment pour l'exécutif

Parallèlement à cette évolution, on observe que les acteurs politiques et de la société civile sont de plus en plus marginalisés et de moins en moins capables d'exercer leurs fonctions de surveillance et de contrôle.

Dans le cadre des mesures prises pour contenir la pandémie, la fin de la pause parlementaire en Côte d'Ivoire, prévue pour la fin mars, a été reportée indéfiniment. Cela marginalise encore davantage le Parlement, dont le rôle est déjà faible, sur l'échiquier politique. De plus, les interdictions de rassemblement, comme au Mali, rendent le travail des partis et de l'opposition politique plus difficile. La situation actuelle entrave également le dialogue avec l'électorat, en particulier dans les régions éloignées. En Ouganda, des initiatives privées pour l'aide d'urgence pendant la pandémie ont été interdites.

En conséquence, une tendance croissante à une concentration autoritaire du pouvoir se dessine dans certains pays. Ces évolutions devraient entraîner des reculs dans les domaines de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit. Dans la crise, le président ivoirien gouverne confortablement « par décret », tandis que le président ougandais joue le rôle d'un commandant déterminé dans la guerre autoproclamée contre le virus. Des suites de ce renforcement du pouvoir, le discours politique est dominé par le gouvernement d'un côté et la répression de l'opposition est encore plus systématique de l'autre, tel qu'illustré clairement par le cas de la Tanzanie. En outre, des autorisations considérables accordées aux forces de police et militaires ont conduit à des cas d'usage disproportionné de la force en Afrique du Sud, au Kenya et au Nigeria, ce qui représente une menace pour la protection des droits fondamentaux des populations. Par ailleurs, il n'est pas exclu que les élections prévues en 2020 et 2021 en Tanzanie, en Côte d'Ivoire et au Ghana n'aient pas lieu comme prévu. Alors qu'au Mali, les élections législatives se sont tenues en avril malgré des conditions difficiles, Abiy Ahmed, le chef du gouvernement éthiopien, a déjà reporté jusqu'à nouvel ordre les élections législatives prévues pour août 2020. En Gambie, au Kenya et en Afrique du Sud, plusieurs élections locales partielles ont été reportées.³⁹ Il reste à voir si cette situation se poursuivra à l'avenir, une évolution qui dépendra de la gravité des effets de la crise sur les sociétés. Cependant, dans les pays où les structures démocratiques sont peu développées, le risque existe que le report à long terme des élections empêche définitivement la participation politique du peuple et le renforcement des configurations de pouvoir actuelles sans légitimité démocratique. De plus, les tensions sociales existantes dans ces pays pourraient être renforcées par des acteurs armés non étatiques tels que des groupes terroristes ou rebelles. Dans le groupe de pays étudiés, ce risque se pose en

particulier au Mali et en République démocratique du Congo, où on ne saurait exclure un déclenchement violent de conflits, ce qui entraînerait une intensification de l'intervention de la communauté internationale.

Nouveaux défis, nouveaux acteurs

Renforcement temporaire de la confiance dans les acteurs au pouvoir

Dans certains des pays étudiés, la pandémie entraîne temporairement une augmentation du soutien aux personnes actuellement au pouvoir, par exemple en Ouganda, où le président bénéficie d'un renforcement de l'adhésion à l'État et au gouvernement, ou en Afrique du Sud, où la cote de popularité du président Ramaphosa a considérablement augmenté depuis le début de la pandémie.

Malgré des mesures de restriction en partie sévères, leur gestion de la crise a reçu l'adhésion de la population et les gouvernements bénéficient, au moins temporairement, d'une réputation de bons gestionnaires de la crise. Cependant, avec l'augmentation prévue du nombre de décès, les pertes économiques et les conséquences telles que l'augmentation de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire, la situation pourrait se retourner contre les gouvernements.

En outre, plus les effets de la crise seront prononcés, plus la probabilité est élevée que les antagonismes sociaux s'accroissent dans ces sociétés marquées par l'inégalité et que les élites dirigeantes soient tenues responsables des conditions de départ défavorables de leur pays respectif en raison d'une mauvaise gestion préalable. En Afrique du Sud, une telle évolution est perceptible et pourrait coûter la majorité à l'actuel parti au pouvoir, l'ANC, tandis qu'en République démocratique du Congo, le régime précédent de Joseph Kabila pourrait être tenu principalement responsable. Cependant, dans les autres pays avec des structures autoritaires bien ancrées et une répression étatique croissante, l'indignation au sein de la population pourrait être réprimée au moins temporairement.

Windows of opportunities pour l'opposition

Compte tenu de la perte de confiance potentielle dans les gouvernements actuels dans les pays étudiés, il semble opportun que les acteurs de l'opposition interviennent dans la crise dans la mesure de leurs capacités et qu'ils se préparent à saisir les éventuelles opportunités qui découleraient de cette évolution des rapports de force. Par exemple, on ne peut pas exclure l'éventualité d'une formation d'un gouvernement par les partis d'opposition aux prochaines élections en Afrique du Sud en raison des pertes du parti au pouvoir. Les jeunes acteurs politiques des partis au pouvoir en particulier, mais aussi les autorités locales influentes, auxquelles on prête une volonté de changement, pourraient bénéficier de l'évolution des rapports de force. En République démocratique du Congo, un tel acteur serait par exemple l'ancien gouverneur de la région du Katanga, Moïse Katumbi.

Pression exercée sur les médias et la société civile

On peut prévoir que la situation sera difficile pour les acteurs de la société civile et les représentants des médias, dont la marge de manœuvre, déjà limitée à de nombreux égards avant la pandémie, a encore été réduite par les acteurs au pouvoir par crainte de positions concurrentes. Dans ce contexte, la situation est particulièrement inquiétante en Tanzanie, où le président Magufuli a, depuis son entrée en fonction en 2015, créé les conditions optimales pour empêcher toute critique publique de sa politique en imposant de plus en

plus de restrictions aux médias et à la société civile. D'autres gouvernements prennent également diverses mesures pour empêcher une couverture médiatique critique de la propagation du virus et des mesures de lutte adoptées dans leur pays. En Afrique du Sud, à la suite de l'adoption d'une nouvelle loi, les journalistes risquent jusqu'à six mois de prison s'ils diffusent de « fausses informations ». Pendant ce temps, en Côte d'Ivoire, deux journalistes ont été condamnés à de lourdes amendes pour leur couverture critique de cas de coronavirus dans une prison. Dans de nombreux autres États, les journalistes considèrent également que leur travail est entravé par les intimidations croissantes de l'État.⁴⁰ En Ouganda, en raison de cette situation, la plupart des médias ne se considèrent plus que comme le porte-parole du gouvernement.

Le fait que, dans de nombreux endroits, les médias ne parviennent pas à s'imposer face à la multitude de faux rapports et de théories du complot sur les réseaux sociaux représente également un problème. La Tanzanie en est un autre exemple. À plus long terme, la suppression des restrictions du champ d'action de ces acteurs et leur capacité à se faire entendre à nouveau dans les populations respectives seront d'une importance capitale.

La crise : un terreau fertile pour les acteurs non étatiques armés

En revanche, pour les acteurs non étatiques armés du continent africain, la situation actuelle représente l'occasion d'affaiblir les gouvernements des pays respectifs par des attaques ciblées et d'étendre ainsi leur influence. Depuis quelque temps déjà, la violence des groupes terroristes augmente, entre autres dans certaines régions du Nigeria, du Burkina Faso et du Mali, ce qui pourrait déstabiliser encore plus ces pays. Quelque 70 groupes rebelles actifs en République démocratique du Congo, surtout dans l'est, pourraient bénéficier d'un affaiblissement du gouvernement. En outre, les groupes armés pourraient profiter des limites imposées par la crise actuelle aux activités internationales visant à promouvoir la stabilité et la sécurité, par exemple par le biais de la mission de stabilisation des Nations Unies MINUSMA au Mali. Une nouvelle déstabilisation des pays africains comporte également le risque d'une reprise des mouvements de réfugiés vers l'Europe. À plus long terme, l'érosion progressive des perspectives économiques, déjà très limitées, en particulier pour les jeunes, et la pauvreté croissante augmenteront également le potentiel de recrutement des organisations terroristes ou criminelles.

Les autorités religieuses comme leaders d'opinion potentiels

Les autorités religieuses, qui jouissent souvent d'une grande légitimité au niveau local et national, adoptent des positions sensiblement différentes vis-à-vis de leur gouvernement respectif : alors que les Églises en Tanzanie suivent les consignes du président, qui appelle son peuple à combattre le virus par la prière collective, les chefs des communautés religieuses, entre autres au Kenya et au Nigeria, ont d'abord refusé d'appliquer les interdictions de rassemblement. En revanche, en Afrique du Sud et en Côte d'Ivoire, le gouvernement a pu rallier les communautés religieuses derrière lui pour faire appliquer des mesures de précaution. Pendant ce temps, au Kenya, la Conférence des évêques catholiques a demandé au gouvernement d'être transparent dans sa gestion des aides accordées dans le contexte de la crise du coronavirus. Forts de leur crédibilité morale, les dignitaires religieux jouissent d'une grande confiance de la population, y compris, voire surtout en situation de crise, et il est concevable que les personnalités religieuses individuelles puissent jouer un rôle important en cas d'évolution des rapports de force. On peut également s'imaginer que certaines de ces personnalités utilisent leur rôle de leaders d'opinion pour soutenir des acteurs ou des groupes politiques établis ou émergents. Le facteur décisif pour

la stabilité politique et la paix sociale est de savoir si les autorités religieuses jouent un rôle d'intégration ou si elles se laissent séduire par des interprétations sectaires de la crise, ce qui pourrait renforcer les lignes de conflit religieuses et ethniques existantes.

« Personnes battantes » et influentes de l'économie

Les acteurs économiques les plus influents pourraient également accroître leur influence dans les pays africains en raison de la crise. Avec le soutien de puissantes associations d'entreprises et de relations à l'étranger ou de personnalités de la diaspora, ces acteurs pourraient se positionner comme des « battants » et des contrepoids face aux régimes en proie à la corruption et à l'inefficacité. Par exemple, certains membres éminents de l'influente Fédération des entreprises du Congo, la FEC, pourraient éventuellement apporter le soutien nécessaire. En même temps, on peut supposer que de larges pans de la population attestent à ces acteurs l'expérience et la capacité d'affirmation nécessaires pour mener à bien la reconstruction économique après la crise.

Une collaboration régionale susceptible d'amélioration

Cependant, une occasion, qui ne s'est pas encore concrétisée en raison de désaccords et de fragmentations internes, s'offre théoriquement aux organisations régionales en Afrique, telles que les communautés économiques régionales EAC, CEDEAO et SADC et surtout l'Union africaine (UA). Par exemple, la structure de l'*Africa Task Force for Novel Coronavirus (AFCOR)*, créée au niveau de l'UA, pourrait être maintenue et élargie comme instrument une fois un accord trouvé sur les mesures de confinement à court terme, afin de coordonner également à plus long terme une approche uniforme en vue de la reconstruction. À une époque où la coordination transfrontalière est plus importante que jamais, ces organisations pourraient jouer un rôle important de médiateur pour empêcher un recul des processus d'intégration entamés sur le continent. Des influences négatives sur les relations entre pays, par exemple entre le Kenya et l'Ouganda, se font déjà ressentir, mettant en péril les relations commerciales transfrontalières. Le rôle de coordination de l'UA et des communautés économiques régionales reste également crucial pour la poursuite des négociations laborieuses et de la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA), dont le projet a déjà été entériné, et qui devrait être soutenue de manière constructive par les partenaires internationaux.

La crise du coronavirus comme catalyseur de la collaboration germano-africaine ?

L'analyse actuelle des répercussions sur les pays étudiés montre clairement qu'on doit craindre un fort recul du processus de développement dans ces pays. En même temps, il est clair que ces défis ne pourront être relevés qu'avec le soutien international. Cela concerne non seulement le développement immédiat des systèmes de santé et l'amortissement des impacts sociaux de la crise tels que l'augmentation de la pauvreté et les pénuries alimentaires, mais aussi le développement économique, les efforts de stabilisation et la promotion des structures démocratiques. La crise actuelle est donc l'occasion de dresser un bilan critique des domaines prioritaires et des structures partenaires de la coopération allemande avec les pays africains. Sur la base de cette analyse, il est possible d'envisager les approches suivantes :

Nouveaux accents et nouvelles priorités pour le développement

Bien que la santé soit depuis longtemps un élément central de la coopération germano-africaine et que l'engagement multilatéral de l'Allemagne en faveur de la santé mondiale soit de plus en plus important, la pandémie exacerbe la donne. Dans ce contexte, il sera à l'avenir important de placer encore plus les programmes existants sous le thème de la résilience. D'autres domaines de coopération devraient également gagner en importance à la suite de la crise. Cela concerne, entre autres, le développement des systèmes de sécurité sociale, la lutte contre la faim, la garantie et la création d'emplois et la promotion de la scolarité et de la formation professionnelle. L'adaptation des priorités à l'évolution des conditions à la suite de la pandémie peut apporter une contribution importante à l'orientation thématique et à la structure de la coopération. Dans le même temps, les problèmes centraux de la coopération ne doivent pas être relayés en second plan des suites de cet ajustement. Par exemple, les programmes visant à renforcer les États fragiles, à soutenir les structures démocratiques, la participation politique, l'État de droit et la liberté d'expression restent essentiels pour créer les conditions-cadres nécessaires à un développement durable en Afrique subsaharienne.

L'Allemagne doit continuer ici d'envoyer un signal fort en faveur de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit. Les fondations politiques et leurs réseaux de partenaires locaux peuvent apporter leur soutien à cet égard.

Évaluation des partenariats

La crise actuelle représente un tournant et ouvre ainsi la possibilité d'évaluer la coopération avec les partenaires actuels et de l'aligner de façon cohérente sur les orientations de la politique africaine du gouvernement allemand. La volonté réformatrice des gouvernements partenaires dans les domaines de la démocratie et de l'État de droit doit rester un facteur central dans les décisions relatives à la poursuite et à la qualité de la coopération. Outre les partenaires gouvernementaux, la coopération avec les acteurs non étatiques tels que la société civile, les médias, les autorités religieuses, les universités et le secteur privé doit être développée, notamment pour renforcer leur rôle d'organes de contrôle non étatiques. Cette coopération peut également contribuer à remédier aux détournements d'aide dus à la mauvaise gestion de l'État et à la corruption. L'actuel processus de réforme du BMZ 2030 met également l'accent sur l'efficacité et la pertinence de la coopération allemande au développement, une exigence qui est plus que jamais d'actualité en ces temps d'augmentation des besoins en matière de soutien à la population locale et à l'économie.

Développement de la collaboration multilatérale

Ces derniers temps, aucun autre défi n'est aussi révélateur que la pandémie de coronavirus de la nécessité d'une coopération internationale et de formats multilatéraux. En même temps, la pandémie place ces alliances face à d'énormes défis en matière d'équilibre des intérêts nationaux à une époque où même les économies fortes luttent contre les répercussions de la crise. Le besoin de soutien aux pays en développement qui ne sont pas en mesure de surmonter la crise par leurs propres moyens dépasse de loin le potentiel de coopération bilatérale entre États. La coopération au niveau des Nations unies et de l'UE, ainsi qu'au sein du G20 et d'autres instances, est tout aussi importante. Par son importance en tant que partenaire, l'Allemagne peut donner un signal fort pour le multilatéralisme et devrait participer activement à la poursuite du développement de ces formats en vue de leur renforcement et de leur préparation aux nouvelles tâches à venir. Dans ce contexte, la coopération allemande avec les États africains devrait également s'inscrire clairement dans un cadre européen. Une position forte et unie des acteurs européens pourrait fournir un

contrepoids nécessaire à l'interprétation chinoise de la crise, qui s'impose souvent dans la région et selon laquelle l'Empire du Milieu serait un partenaire des États africains sur un pied d'égalité et en même temps plus généreux et plus fiable.

Il convient de noter que, outre une plus grande rigueur dans la fixation des priorités et la sélection des partenaires de la coopération bilatérale germano-africaine, la pertinence de la coopération multilatérale ne doit pas être sous-estimée compte tenu de l'ampleur des défis posés par la pandémie. La politique étrangère et de développement allemande doit donc refléter ces considérations.

- ¹ The Conversation (2020) : *Will South Africa run out of food during the coronavirus lockdown*, dans : Pash Podcast, n° 62, 15 avril 2020. <https://theconversation.com/pasha-62-will-south-africa-run-out-of-food-during-the-coronavirus-lockdown-136414> (15/04/2020).
- ² Stone, Setumo (2020) : *The People vs. The Lockdown*, dans : City Press, 3 mai 2020.
- ³ Bisseker, Claire (2020) : *The real cost of SA's 500bn bailout*, dans : Business Day, 30 avril 2020; Paton, Carol (2020) : *Tito Mboweni's Covid-19 briefing thin on funding detail*, dans : Business Day, 24 avril 2020; Donnelly, Lynley (2020) : *A glimpse into the blooming economic pain – with the worst to come yet*, dans : Business Day, 4 mai 2020; Worthington, Peter (2020) : *Structural Reforms and monetary policy the only wiggle room SA has*, dans : Business Day, 24 avril 2020; Leon, Peter (2020) : *Reforms needed to jolt SA's economy into life – with or without IMF loans*, in Business Day, 4 mai 2020.
- ⁴ OMS (2020) : *Mise à jour COVID-19 RDC*, 24 mai 2020. <https://drive.mobisystems.com/sharelink/6a6B7U9EWUCRukdXKxovlX5bik1L7DhbsEnGjc4GbbnR> (25/05/2020).
- ⁵ La Prospérité (2020) : *Gestion de la Covid-19 et ses conséquences économiques*, 21 mai 2020. <https://laprosperite.online/index.php/nation/5138-gestion-de-la-covid-19-et-ses-consequences-economiques-senat-ilunga-ilunkamba-devoile-le-plan-de-sauvetage> (25/05/2020).
- ⁶ BBC (2020) : *Coronavirus. Le Président de la RDC, Félix Tshisekedi prend des mesures drastiques*, 19 avril 2020. <https://www.bbc.com/afrique/region-51959819> (25/04/2020).
- ⁷ Actualite.cd (2020) : *Un budget de 135 millions USD présenté par l'équipe de riposte*, 26 mars 2020. <https://actualite.cd/2020/03/26/rdc-coronavirus-un-budget-de-135-millions-usd-presente-par-lequipe-de-riposte> (26/04/2020).
- ⁸ Mulegwa, Pascal (2020) : *Coronavirus en RDC, l'impréparation des Chinois face à un confinement total avorté*, dans : RFI, 28 mars 2020. <http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200328-coronavirus-en-rdc-impr%C3%A9paration-kinois-face-confinement-total-avort%C3%A9> (26/04/2020).
- ⁹ Assoko, Joël Té-Léssia (2020) : *Coronavirus. Le FMI débloque 360 millions de dollars en faveur de la RDC*, dans : Jeune Afrique, 24 avril 2020. <https://www.jeuneafrique.com/934357/economie/coronavirus-le-fmi-debloque-360-millions-de-dollars-en-faveur-de-la-rdc/> (26/04/2020).
- ¹⁰ Cros, Marie-France (2020) : *Le confinement du Rwanda entrave les échanges avec le Kivu. Des dérogations annoncées*, dans : La libre Afrique, 24 mars 2020. <https://afrique.lalibre.be/48189/le-confinement-du-rwanda-entrave-les-echanges-avec-le-kivu-des-derogations-annoncees/>; Radio Okapi (2020) : *Le Sud-Ubangi ferme les marchés frontaliers avec la RCA et le Congo-Brazzaville*, 31 mars 2020. <https://www.radiookapi.net/2020/03/31/actualite/sante/coronavirus-le-sud-ubangi-ferme-les-marches-frontaliers-avec-la-rca-et-le> (26/04/2020).
- ¹¹ Gras, Romain; Tshiamala, Stanis Bujakera (2020) : *Why Tshisekedi's right-hand man Vital Kamerhe sits in jail*, dans : The Africa Report, 17 avril 2020 <https://www.theafricareport.com/26368/why-tshisekedis-right-hand-man-vital-kamerhe-sits-in-jail/> (26/04/2020).
- ¹² Mediacongo.net (2020) : *FNSCC. Fatshi remplace Ambongo, Bokundoa, Sheik Abdallah, Sony et Elebe*, 7 mai 2020. https://www.mediacongo.net/article-actualite-68442_fnscc_fatshi_remplace_ambongo_bokundoa_sheik_abdallah_sony_et_elebe.html (13/05/2020).

- ¹³ BMZ (2020) : *Reformkonzept „BMZ 2030“. Umdenken - Umsteuern*, https://www.bmz.de/de/zentrales_downloadarchiv/Presse/BMZ-2030_Reformkonzept_200504.pdf (13/05/2020).
- ¹⁴ Müller, Gerd; Zurheide, Jürgen (2020) : *WHO zum Weltpandemiezentrum ausbauen*, dans : Deutschlandfunk, 18 avril 2020. https://www.deutschlandfunk.de/entwicklungsminister-mueller-csu-zur-coronakrise-who-zum.694.de.html?dram:article_id=474927 (26/04/2020).
- ¹⁵ Ministère de la Santé du Mali (2020) : *Communiqué n°84 du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales sur le suivi des actions de prévention et de riposte face à la maladie à CORONAVIRUS*, 25 mai 2020. https://malijet.com/la_societe_malienne_aujourd'hui/la_sante_au_mali/243310-communiqu%C3%A9-n%C2%B084-du-minist%C3%A8re-de-la-sant%C3%A9-et-des-affaires-sociale.html (25/05/2020).
- ¹⁶ Ministère ivoirien de la Santé et de l'Hygiène Publique (2020) : *Situation du Covid-19 en Côte d'Ivoire*. <https://covid19-ci.info/> (25/05/2020).
- ¹⁷ Ministère ivoirien de la Santé et de l'Hygiène Publique (2020) : *Situation du Covid-19 en Côte d'Ivoire*. <https://covid19-ci.info/> (25/05/2020).
- ¹⁸ Biryabarema, Elias (2020) : *In Uganda, mothers in labour die amidst coronavirus lockdown*, dans : Reuters, 9 avril 2020. <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-uganda/in-uganda-mothers-in-labour-die-amidst-coronavirus-lockdown-idUSKCN21R2FA>, (26/04/2020); Hayden, Sally (2020) : *Children, women casualties of Uganda's coronavirus transport ban*, dans : Al Jazeera, 21 avril 2020, <https://www.aljazeera.com/indepth/features/children-women-casualties-uganda-coronavirus-transport-ban-200421093822669.html> (26/04/2020).
- ¹⁹ Acidri, Emmanuel Malunga (2020) : *Implications of COVID-19 for Right to Food in Uganda*, <https://www.kas.de/documents/280229/8800435/Implications+of+COVID-19+for+Right+to+Food+in+Uganda.pdf/28faa22a-5433-7921-0049-752824994f4d?version=1.0&t=1587969400532> (27/04/2020).
- ²⁰ Athumani, Halima : *Top Ugandan Officials Arrested in COVID-19 Purchasing Scandal*, dans : VOA News, 9 avril 2020, <https://www.voanews.com/science-health/coronavirus-outbreak/top-ugandan-officials-arrested-covid-19-purchasing-scandal> (26/04/2020).
- ²¹ Anguyo, Innocent; Storer, Liz (2020) : *In times of Covid-19 Kampala has become 'un-Ugandan'*, 09.04.2020. <https://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2020/04/09/kampala-epidemic-un-ugandan-society-in-times-covid-19/>, (26/04/2020); PWC Uganda (2020) : *Impact of the Corona virus on the Ugandan economy*. <https://www.pwc.com/ug/en/press-room/impact-of-the-corona-virus-on-the-uganda-economy.html> (26/04/2020); Walter, Max; Bing, Juliane (2020) : *Uganda's Economic Response to COVID-19*. <https://www.kas.de/documents/280229/0/Uganda%27s+Economic+Response+to+COVID-19.pdf/2dc92410-5e21-1142-f5c7-edc9bddbaaac?version=1.1&t=1586422017406> (26/04/2020).
- ²² Babirye, Lilliane (2020) : *What could the COVID-10 pandemic mean for the 2021 elections in Uganda?* <https://www.kas.de/documents/280229/8800435/What+Could+the+COVID-19+Pandemic+Mean+for+the+2021+Elections+in+Uganda+copy.pdf/e0a47ad9-81b9-f54a-b5b7-75440302700d?version=1.0&t=1588065670436> (26/04/2020).
- ²³ Ng'wanakilala, Fumbuka (2020) : *Tanzanian President Under Fire For Worship Meetings Amid Virus*, dans : Bloomberg, 22 mars 2020. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-03-22/tanzanian-president-under-fire-for-worship-meetings-amid-virus> (22/04/2020).
- ²⁴ The Citizen (2020) : *Covid-19: No lockdown of Dar es Salaam, says President Magufuli*, 22 avril 2020. <https://www.thecitizen.co.tz/news/1840340-5531636-aw93b3/index.html> (22/04/2020).

- ²⁵ Financial Times.com (2020) : *Tanzania hiding true number of Covid deaths, opposition says*, 4 mai 2020. <https://www.ft.com/content/64521099-0850-4b94-b918-c302ada63916> (04/05/2020).
- ²⁶ Taylor, Ben (2020) : *Tanzania's gamble: Anatomy of a totally novel coronavirus response*, dans : African Arguments, 7 mai 2020. <https://africanarguments.org/2020/05/07/tanzania-gamble-anatomy-totally-novel-coronavirus-response/> (13/05/2020).
- ²⁷ United Nations Economic Commission for Africa (2020) : *COVID-19 in Africa: Protecting Lives and Economies*. <https://www.uneca.org/publications/covid-19-africa-protecting-lives-and-economies> (30/04/2020).
- ²⁸ Banque mondiale (2020) : *Current health expenditure per capita (current US\$)*. <https://data.worldbank.org/indicator/SH.XPD.CHEX.PC.CD> (01/05/2020).
- ²⁹ Programme des Nations unies pour le développement (2020) : *Classement 2019 de l'indice de développement humain*. <http://hdr.undp.org/en/content/2019-human-development-index-ranking> (05/05/2020).
- ³⁰ The Citizen (2020) : *Covid-19: No lockdown of Dar es Salaam, says President Magufuli*, 22 avril 2020. <https://www.thecitizen.co.tz/news/1840340-5531636-aw93b3/index.html> (22/04/2020).
- ³¹ The Citizen (2020) : *Covid-19: Magufuli calls for debt relief*, 23 avril 2020. <https://www.thecitizen.co.tz/news/-Covid-19--Magufuli-calls-for-debt-relief/1840340-5532022-imvo2dz/index.html> (23/04/2020).
- ³² Africa Check (2020) : *Fact-checking Tanzanian president John Magufuli on inhaling steam to treat Covid-19*, 6 mai 2020. <https://africacheck.org/reports/fact-checking-tanzanian-president-john-magufuli-on-inhaling-steam-to-treat-covid-19/> (13/05/2020).
- ³³ Banque mondiale (2020) : *World Bank Predicts Sharpest Decline of Remittances in Recent History*. <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/04/22/world-bank-predicts-sharpest-decline-of-remittances-in-recent-history> (12/05/2020).
- ³⁴ Selon des estimations, plus de 90 % des ventes au détail en Afrique sont générées par des entreprises informelles et locales. CEA (2014) : *Dynamic Industrial Policy in Africa*. https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/final_era2014_march25_en.pdf (12/05/2020).
- ³⁵ Programme des Nations Unies pour le développement (2019) : *Human Development Report 2019*, pp. 320-321. <http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr2019.pdf> (12/05/2020).
- ³⁶ Selon une étude de la CEA, seules 15 économies africaines sont exportatrices nettes de denrées alimentaires; CEA (2020) : *Economic Impact of the COVID-19 on Africa*, p. 28. https://www.icafrica.org/fileadmin/documents/IFT_2018/UNECA_Analysis_-_Economic_Effects_of_the_COVID-19_on_Africa-_18_March_2020.pdf (12/05/2020).
- ³⁷ Hein, Christoph (2020) : *Auf Corona folgt der Hunger*, dans : FAZ.net, 22 avril 2020. <https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/un-warnt-auf-corona-folgt-die-hungersnot-16736443.html> (12/05/2020).
- ³⁸ Banque mondiale (2020) : *Africa's Pulse. Assessing the economic Impact of COVID-19 and Policy Responses in Sub-Saharan Africa*, vol. 21, p. 43. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/33541/9781464815683.pdf?sequence=12&isAllowed=y> (06/05/2020).

³⁹ International Institute for Democracy and Electoral Assistance (2020) : *Global overview of COVID-19 impact on elections*, 8 mai 2020. <https://www.idea.int/news-media/multimedia-reports/global-overview-covid-19-impact-elections> (08/05/2020).

⁴⁰ Reporters sans frontières (2020) : *Afrikanische Staaten erhöhen Druck*. <https://www.reporter-ohne-grenzen.de/themen/pressefreiheit-in-der-corona-krise/alle-meldungen/meldung/afrikanische-staaten-erhoehen-druck/> (07/05/2020).

Mentions légales

Informations sur les auteurs

Stefanie Brinkel (rédaction)

Stefanie Brinkel est conseillère au sein du département Afrique subsaharienne de la Konrad-Adenauer-Stiftung depuis octobre 2018. Elle est responsable de l'Afrique centrale et du Nigeria et supervise les programmes Climat et Énergie en Afrique subsaharienne. Auparavant, elle a travaillé pendant près de trois ans et demi comme responsable de projet au bureau de la fondation en Tanzanie. Elle a étudié les sciences économiques relatives à la gestion d'entreprise aux universités de Halle-Wittenberg et de La Réunion et a reçu une bourse du programme de la fondation pour les étudiants prometteurs pour réaliser un doctorat sur la gestion des gaz à effet de serre. Avant de rejoindre la Konrad-Adenauer-Stiftung, Stefanie Brinkel a travaillé comme professeure invitée à l'Université d'économie de Bratislava.

Raphael Brüne (rédaction)

Raphael Brüne est conseiller au sein du département Afrique subsaharienne depuis novembre 2019. Il y est responsable des questions transversales et coordonne l'initiative spéciale du Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement « Un monde sans faim » (Eine Welt ohne Hunger – EWoH). Avant d'occuper son poste actuel, il était assistant de recherche au Centre for Area Studies de l'université de Leipzig. Après une licence en études franco-allemandes aux universités de Sarrebruck et de Metz, il a obtenu un master en études européennes à l'université de Leipzig.

Daniel El-Noshokaty

Daniel El-Noshokaty est responsable du bureau de Tanzanie depuis février 2016. Il possède à la fois une expérience politique en tant qu'assistant de recherche au parlement allemand et plusieurs années d'expérience dans une agence de relations publiques. Il a également soutenu activement la coopération allemande au développement dans le domaine des partenariats au développement. Daniel El-Noshokaty a étudié les sciences politiques à l'université de Passau et à l'université libre de Berlin, avec une spécialisation en politique internationale.

Veronika Ertl

Veronika Ertl est conseillère en politique de développement au sein du département Agenda 2030 de la Konrad-Adenauer-Stiftung. À ce poste, elle suit les questions de politique de développement allemande et européenne et de développement durable conformément à l'Agenda 2030. Avant d'occuper ce poste, elle a travaillé comme assistante de recherche au programme régional Dialogue politique Sud de la Méditerranée de la fondation à Tunis et dans le programme « Coopération avec les donateurs arabes » de l'agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ) à Amman. Elle a étudié les sciences politiques et la gestion publique internationale à l'Université libre de Berlin, à l'Université de Californie à Los Angeles et à Sciences Po Paris.

Martina Kaiser

Martina Kaiser est employée à la Konrad-Adenauer-Stiftung depuis 2012. En tant que conseillère au sein du département Coopération européenne et internationale, elle était initialement chargée de superviser les projets de la fondation en Asie du Sud-Est et de coordonner les programmes des Médias internationaux. Depuis avril 2017, elle travaille sur les questions de politique de développement et sur les grandes orientations des politiques de durabilité ainsi que sur les défis spécifiques dans le domaine de la santé mondiale. Avant cela, elle a étudié la littérature et les études culturelles à l'Université technique de Dresde et les études européennes à l'Université européenne Viadrina de Francfort (Oder).

Mathias Kamp

Mathias Kamp est politologue et conseiller à la Konrad-Adenauer-Stiftung pour la région Afrique de l'Est. De mars 2015 à avril 2020, M. Kamp a travaillé comme responsable du bureau de la fondation pour l'Ouganda et le Sud-Soudan, basé à Kampala. Son parcours professionnel sur le continent africain l'a conduit au Ghana et au Nigeria, où il a dirigé le bureau de liaison de l'organisation d'aide catholique Misereor. Dans le cadre de divers projets de recherche et de conseil, il s'est particulièrement intéressé aux stratégies de promotion de la démocratie et de l'éducation politique en Afrique. Il a obtenu une licence en administration publique/études européennes et une maîtrise en relations internationales et politique de développement, avec une spécialisation dans les questions de développement démocratique en Afrique subsaharienne.

Florian Karner

Florian Karner dirige le programme régional de la fondation « Dialogue politique Afrique de l'Ouest » basé à Abidjan depuis le début de l'année 2018. Le programme se concentre en particulier sur les pays francophones du Golfe de Guinée. Florian Karner a étudié l'économie internationale, les sciences de l'administration et la gouvernance en Allemagne et en France. Auparavant, il était employé par le ministère fédéral des Affaires étrangères au sein de l'OSCE/Conseil de l'Europe à Berlin, à l'ambassade d'Allemagne à Pékin et comme diplomate d'échange au Centre de réponse aux crises du ministère français des affaires étrangères à Paris.

Benno Mühler

Benno Mühler est responsable du bureau de la Konrad-Adenauer-Stiftung à Kinshasa, en République démocratique du Congo, depuis avril 2019. Auparavant, il était le chargé de presse de l'antenne berlinoise de la CDU. De 2011 à 2015, il a travaillé comme correspondant pour des médias allemands et américains en Afrique de l'Est et de l'Ouest, dont trois ans en Éthiopie. Benno Mühler a étudié la politique et le journalisme à Bonn, Paris et New York.

Thomas Schiller

Depuis décembre 2017, Thomas Schiller est responsable du programme régional Sahel au bureau de la Konrad-Adenauer-Stiftung à Bamako, au Mali. Dans ses fonctions précédentes, il a travaillé comme assistant de recherche pour la Stiftung Wissenschaft und Politik (Fondation pour la science et la politique), comme conseiller pour la politique étrangère et européenne au sein du groupe parlementaire CDU/CSU au parlement allemand, et à des postes de direction dans l'industrie (BASF et VKU). De 2007 à 2011, Thomas Schiller a dirigé le programme régional de dialogue politique au Maghreb de la fondation, avec des bureaux en Algérie, au Maroc et en Tunisie. Il a également été chargé de cours à l'Institut d'études politiques de Paris et à l'université de Coblence-Landau et est l'auteur de nombreuses publications sur des questions de politique étrangère et européenne. Il a étudié les sciences politiques, l'histoire et l'économie aux universités de Ratisbonne et de Munich et est diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris (Sciences Po).

Henning Suhr

Depuis avril 2017, Henning Suhr est responsable du bureau de la Konrad-Adenauer-Stiftung en Afrique du Sud, un pays sur lequel il rapporte régulièrement. Sa dernière publication s'intitule *Südafrika 2020: Lebendige Vergangenheit – Ungewisse Zukunft*. Dans ses précédents postes à la fondation, il a été responsable des projets nationaux au Costa Rica/Panama et au Venezuela, a travaillé de 2009 à 2012 comme responsable national pour l'Afrique australe et a été stagiaire à la Konrad-Adenauer-Stiftung à Rio de Janeiro. Avant de rejoindre la fondation, il a acquis une expérience à l'agence de coopération internationale allemande pour le développement (GTZ) à Eschborn. Henning Suhr a étudié l'économie et les sciences politiques à New York, Berlin, Potsdam et Florence et les relations internationales à Berlin et Potsdam.

Sabina Wölkner (rédaction)

Sabina Wölkner est responsable du département Agenda 2030 au sein du département principal d'analyse et de conseil de la Konrad-Adenauer-Stiftung. De 2014 à 2019, elle a dirigé le programme Dialogue pour le développement multinational de la Konrad-Adenauer-Stiftung et a travaillé aux interfaces de la politique de développement, de la démocratie, de la sécurité et de la protection du climat. En même temps, elle a représenté la fondation au sein du Réseau européen des fondations politiques (ENoP) et a participé aux projets de la fondation financés par l'UE. De 2009 à 2014, Sabina Wölkner a dirigé le bureau international de la fondation en Bosnie-Herzégovine. Elle travaille pour la fondation depuis 2006. Auparavant, elle était membre résidente du programme Europe centrale du Conseil allemand des relations étrangères à Berlin. Sabina Wölkner (M.A.) a étudié les sciences politiques et les études slaves orientales aux universités de Mannheim et de Varsovie.

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Dr. Stefanie Brinkel

Département Afrique subsaharienne
Coopération européenne
et internationale

T : +49 30 / 26 996-3574
stefanie.brinkel@kas.de

Sabina Wölkner

Département Agenda 2030
Analyse et conseil

T : +49 30 / 26 996-3522
sabina.woelkner@kas.de

Adresse postale : Konrad-Adenauer-Stiftung, 10907 Berlin

Édition : Konrad-Adenauer-Stiftung e. V. 2020, Berlin
Conception : yellow too Pasiak Horntrich GbR
Maquette : Franziska Faehnrich, Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

ISBN 978-3-95721-726-4



Le texte de cet ouvrage est sous licence selon les termes de Creative Commons Attribution-Share Alike 4.0 International, CC BY-SA 4.0 (consultable à l'adresse : <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/legalcode.de>)